

ESPRIT-CRITIQUE-REVOLUTIONNAIRE

**CONTRIBUTIONS
A LA LUTTE
ANTIFASCISTE**

**ANALYSES & CONCEPTS POUR L'ELABORATION D'UNE
CRITIQUE ET LA CONSTRUCTION D'UNE OPPOSITION
PROGRESSISTE FACE A LA MONTEE DU FASCISME**



Esprit-Critique-Revolutionnaire, Revue #2 (2011 – 2012)

Site : <http://www.blogg.org/blog-43996.html>

Mail : collectif-pensee-critique@hotmail.fr

SOMMAIRE

DEFINIR LE FASCISME.....	4
EXTREME DROITE ET THEORIE DE L'EVOLUTION	6
1 L'Evolution selon Charles Darwin.....	6
2 Le Darwinisme social ou la récupération droitrière de la théorie de l'évolution	6
3 Théorie scientifique ou idéologie ?	8
4 La critique de Kropotkine	8
5 L'entraide chez les « solidaristes » : déviation fallacieuse de l'Entraide ou fidélité au Darwinisme Social ?.....	9
LA MODERNITE EN CRISE : LES FONDEMENTS SOCIOCULTURELS D'UNE REMONTEE DE L'EXTREME DROITE	10
1 Caractéristiques de la raison moderne.....	10
2 Evolutions sociales durant les 30 glorieuses	10
3 La récession et le développement d'une culture de l'insécurité.....	11
4 La crise de la modernité tardive et la remontée de l'extrême droite	11
L'EXTREME DROITE CONTEMPORAINE	13
I Les extrêmes droites : différences et similitudes	13
1 Extrême droite institutionnelle et extrême droite non-institutionnelle.....	13
2 Comment expliquer cette diversité ?.....	13
3 Quelles similitudes ?	14
II Les mutations des extrêmes droites contemporaines.....	14
1 Du déclin du racisme pur... ..	14
2 ...à la théorie du choc des civilisations.....	14
3 ... et à l'assimilation du langage technocratique	14

4 La tendance à se donner une image propre	15
5 Redorer le blason en retournant les stigmates	16
III Pourquoi l'extrême droite constitue-t-elle une impasse et une imposture ?	16
1 La répression n'est pas une solution	16
2 L'impasse d'une démondialisation de droite	17
3 Les intérêts particuliers des élites d'extrême droite : ni antilibérale, ni anticapitaliste, ni socialiste, ni écologiste.....	17
4 La posture la plus adaptée pour mener une politique de rigueur	18
5 L'extrême droite à-t-elle une chance de devenir le centre de l'économie mondiale ?..	19
6 L'extrême droite populo « progressiste »: manipulateurs ou manipulés ?.....	19
7 Réception du discours de l'extrême droite et consentement	20
8 Le sexisme et l'homophobie	21
9 Le choc des civilisations	21
10 L'extrême droite et l'absolutisation de la technocratie	22
11 L'extrême droite et les théories du complot contemporaines	23
12 L'antifascisme	23
13 Les partis d'extrême droite sont-ils Républicains ?	24
14 Anti-systèmes ?	25

**LES POINTS DE CONVERGENCE ENTRE LE FASCISME ET LE
STALINISME : UNE REFLEXION SUR LE DISCOURS « NI DE DROITE,
NI DE GAUCHE » TENU PAR L'EXTREME DROITE..... 26**

1 Hiérarchie, domination charismatique, exigences disciplinaires et sacrificielles	26
2 La société pensée comme un tout organique.....	26
3 Conception des rapports individu/système.....	26
4 L'idéologie du mérite comme justification des inégalités de fait	27
5 Valorisation des structures pré-établies et domination traditionnelle	27
6 Modernité technologique, cynisme anti-humaniste	28
7 Conclusions sur l'appropriation des contenus de la gauche par le fascisme.....	28

DE L'USAGE FALLACIEUX DE LA THESE DU LUMPENPROLETARIAT PAR LES FASCISTES ! 29

- 1 Qu'est ce que le « Lumpenprolétariat » ? 29
- 2 La vision de Marx 29
- 3 La récupération opportuniste des courants « solidaristes » de l'extrême droite 29

LE PROGRAMME DU FN, UNE ARNAQUE ANTI-SOCIALE ! 31

- 1 Le programme économique du FN : Réflexion sur les conséquences économiques et sociales d'une sortie de la zone Euro 31
- 2 Le programme (anti-)social du FN 32
- 3 Politique d'immigration : problèmes diplomatiques et risque économique 32
- 4 Programme militaire et sécuritaire du FN : vers une logique de guerre ? 33

LE FN, LA CLASSE POLITIQUE ET LES MEDIAS 34

- 1 Une honte journalistique et intellectuelle au service d'une politique antisociale et xénophobe ! 34
- 2 Donner la parole aux sans-voix ! 34

QUELLES REPONSES APPORTER A L'EXTREME DROITE ? 35

- 1 L'extrême droite ne peut être combattue à partir d'une posture « anti » 35
- 2 De la critique de la réification à l'avènement de la reconnaissance 35
- 3 L'héritage progressiste comme point de départ de la critique 36
- 4 D'une critique morale à critique matérialiste du progrès social 36

DEFINIR LE FASCISME

Avant d'entrer dans l'analyse de l'extrême droite contemporaine, il convient tout d'abord de s'entendre sur ce que l'on nommera par « fascisme ». Sur ce point, il y a plusieurs définitions.

La première concerne le mouvement historique s'étant développé dans l'Italie de l'entre-deux guerres. La seconde désigne quant à elle les mouvements ou régimes à prétention dictatoriale, nationaliste, totalitaire, autoritaire, répressive et violente, et inclut par conséquent le nazisme. Elle n'inclut pas le Léninisme ni le Stalinisme, car les mouvements fascistes se sont affirmés comme fortement hostiles à la lutte de classe et au communisme, constitués comme mouvements contre-révolutionnaires de droite, favorables à une réconciliation entre classe ouvrière et patronat, dans le cadre d'un capitalisme national en concurrence avec les autres capitalismes nationaux.

Nous partirons, quand à nous, de la définition qu'a pu élaborer Théodore W. Adorno. Dans les années 50, Théodore W. Adorno a réalisé une étude de psychologie sociale sur la personnalité autoritaire dans le cadre du programme d'étude de l'École de Frankfurt sur l'émergence du fascisme et du nazisme. Plus de 2500 questionnaires ont été remplis par des étudiants, des ménages de classe moyenne et des ouvriers.

Cette étude consistait dans la mise à jour de la structure caractérielle des personnes réceptives à l'antisémitisme et susceptibles d'adhérer au fascisme. Il s'agissait d'élaborer un instrument capable de mesurer la potentialité de réceptivité au fascisme. Cet instrument de mesure du potentiel d'adhésion au fascisme fut appelé « échelle F ». Cette échelle contenait plusieurs variables :

- **Le Conformisme** : fort attachement aux valeurs dominantes de la classe moyenne. Comportement et apparence extérieure correcte, insistance sur la propreté, ardeur du travail, goût du succès.
- **L'Ethnocentrisme** : repli sur le groupe d'appartenance, et mépris des groupes extérieurs.
- **Le Pessimisme Anthropologique**: anti-humanisme cynique, tendance à penser que le monde est composé de mouvements dangereux, que l'autre constitue une menace, un ennemi, à penser que les hommes sont mauvais par nature et qu'une instance suprême doit s'imposer à eux pour les diriger et leur permettre d'accomplir quelque chose de positif.
- **L'Autoritarisme** : besoin excessif d'autorité, pensée soucieuse de hiérarchie. Chacun doit être à sa place et remplir le rôle qu'on lui donne. **Soumission** absolue aux normes et valeurs du groupe d'appartenance. **Agressivité** se traduisant dans une volonté de rejeter, condamner, réprimer et punir ceux qui ne respectent pas les normes et valeurs conventionnelles.
- **Le Besoin de démonstration de Puissance** : besoin de donner des preuves de virilité, de dureté. Soucis exagéré pour les rapports dominants/dominés, leader/suiveur, fort/faible. Forte identification aux figures de la domination. Rejet de la sensibilité, de la douceur, de l'imagination, de l'autoréflexion. Méfiance exagérée à l'égard des « débordements » sexuels, notamment l'homosexualité.
- **Le Mysticisme** : tendance à penser que le destin de la personne est régi par des puissances supérieures.

D'un point de vue psychanalytique, la personnalité fasciste se compose d'un « **moi** » **faible**, d'un « **ça** » **étranger au moi**, c'est-à-dire d'une tendance à redouter les pulsions et à vouloir les contrôler ou les réprimer, d'un « **surmoi** » **extériorisé**, placé dans le groupe d'appartenance, les instances suprêmes, la personne du chef.

La définition du fascisme élaborée par Théodore W. Adorno nous apparaît comme la définition la plus perfectionnée, bien qu'elle soit incomplète, notamment en ce qui concerne la question de la Raison (de manière très paradoxale, le fascisme se caractérise idéologiquement par un profond rejet de la raison scientifico-technique, tandis que dans la pratique, ce sont principalement les régimes fascistes qui ont poussé cette forme de la raison jusqu'à son paroxysme). Néanmoins, cette définition, ne se limitant pas à l'étude des mouvements et des événements historiques, ni à une simple condamnation morale du fascisme, parvient à identifier ce qu'est le fascisme en tant que subjectivité. Elle permet ainsi de connaître et de comprendre la manière dont s'articule la structure idéologique et normative du fascisme, ainsi que des déterminismes psychosociaux à la base de cette adhésion. Or c'est en se saisissant de cette structure idéologique et normative que nous pourrions développer des outils et une critique permettant de faire reculer le fascisme, de le dévoiler comme une fausse opposition au système.

EXTREME DROITE ET THEORIE DE L'EVOLUTION

1 L'Evolution selon Charles Darwin

Nous ne nous étendrons pas sur la théorie de l'Evolution de C.Darwin, ni ne renierons le principe d'évolution génétique des espèces qu'il a pu mettre à jour. Nous nous contenterons ici de rappeler ses principes fondamentaux. Dans *De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle*, Darwin pose le fait que les espèces évoluent par « voie de sélection naturelle », dont les prémices sont les suivantes :

- Il existe dans la nature un état de pénurie mettant en concurrence les différentes espèces, ainsi que les membres de ces espèces, pour l'appropriation des ressources nécessaires à leur préservation et/ou à leur expansion.
- Seules les espèces les plus performantes, les plus adaptées, évoluent, tandis que les autres sont vouées à disparaître.
- Parmi les espèces, il existe des spécimens mieux dotés que d'autres. Ils disposent de certaines caractéristiques physiques leur conférant un avantage en situation par rapport à leurs congénères. Ils sont plus imposants physiquement, plus souples, plus rapides, plus forts, ont des mâchoires plus développées, etc.
- Il s'opère donc un processus de sélection au sein de chaque espèce, du fait que certains membres disposent, du fait de leurs propriétés génétiques, d'une plus grande aptitude à survivre et à se reproduire.

D'inspiration Malthusienne, Darwin postulait également que :

- Tandis que les espèces (ou les membres des espèces) les moins adaptées disparaissent, les espèces (ou les membres des espèces) les plus adaptables se développent jusqu'à un certain seuil de saturation, au-delà duquel elles ne peuvent disposer des ressources nécessaires à leur survie. A ce stade, l'espèce peut diminuer numériquement, muter pour s'adapter au milieu, ou disparaître (ce qui signifie qu'elle était devenue incapable de s'adapter à son milieu).

Si Darwin reconnaissait l'existence de phénomènes d'entraide et de solidarités animale spontanées, il les considérait néanmoins comme des phénomènes marginaux du processus d'Evolution, dont l'élément déterminant était pour lui le processus de sélection.

2 Le Darwinisme social ou la récupération droitiste de la théorie de l'évolution

L'expression « Darwinisme Social » est une invention du philosophe Herbert Spencer, contemporain de Darwin. Tandis que Darwin s'est fermement opposé à l'application de ses théories biologiques à l'analyse des sociétés humaines, Spencer s'en servit pour interpréter les phénomènes sociaux comme lutte pour la survie dans lesquels seraient sélectionnés les plus aptes.

Selon l'idéologie Evolutionniste de droite, aussi appelée « Darwinisme Social », les hommes, comme les autres espèces animales, sont nécessairement en concurrence les uns avec les autres, et entrent en lutte les uns contre les autres pour assurer leur survie ou améliorer leur existence. Telle est leur nature profonde. La civilisation, l'économie capitaliste, sont ainsi considérés comme le fruit de l'évolution, et en tant que tel, comme le reflet de l'état de nature, de la nature authentique de l'homme. Les plus évolués atteignent ainsi les plus hautes positions sociales, tandis que les moins évolués se retrouvent en bas de l'échelle sociale. L'inégalité et l'injustice entre les hommes sont ainsi justifiées par l'idéologie scientiste dérivée de la théorie de l'Evolution.

Les courants les plus à droite sur le plan économique (ultralibéraux et libertariens) considèrent, dans la lignée de Spencer, que l'intervention de régulation étatique, sur le plan économique et dans la

prise en charge de missions sociales, constitue un frein en matière d'évolution. Le rôle de l'Etat, pour ces courants, se limite au fait de garantir les fonctions de sécurité minimales, tandis que le « marché » doit pouvoir se développer librement. Or la concurrence « libre et non faussée » engendre nécessairement des inégalités. Du fait de la concentration capitaliste, elle a tendance à générer des oligopoles et des monopoles, à mettre en concurrence de la main d'œuvre afin de baisser le « coût » du travail, à dégrader le climat, à piller de manière immodéré les ressources naturelles, particulièrement celles des pays pauvres, à rendre les populations paupérisées plus vulnérables. Toute l'activité de la classe dominante est tournée vers sa propre préservation, au détriment du reste de l'Humanité, qui doit, pour rester servile, être maintenue en situation de précarité matérielle et de soumission idéologique. A terme, avec le poids du temps, du capital transmis de génération en génération, il ne s'agit même plus de sélection naturelle, mais de reproduction sociale et historique de la domination, d'une classe sociale qui se maintient, en plus de la possession du capital, de l'Etat, des outils de soumission physiques et idéologiques, pas le poids de la tradition et de l'habitude, la force de la normalité apprise.

Cette conception était notamment celle du front national à l'origine, lorsque celui-ci se cantonnait à un simple rôle d'opposition de droite, dont il n'entrevoit pas de possibilité d'accéder au pouvoir. Le changement d'orientation récent du FN, consistant dans l'abandon d'un libéralisme reaganien, jadis prôné par lepen père, pour une logique plus keynésienne développée par lepen fille, s'explique très logiquement. Profitant de la situation de crise économique mondiale, le FN y perçoit une possibilité d'accéder au pouvoir. Or pour y accéder, il est nécessaire d'obtenir le consentement d'une grande partie de la population, notamment celui des classes populaires, qui, du fait de leurs situations socioéconomiques, seraient plus enclin à se tourner vers la gauche. Le Keynésianisme n'est ainsi qu'un moyen temporaire pour gagner le consentement de la population et prendre le pouvoir. Sur le long terme, il s'agirait d'affaiblir les classes populaires et de revenir à l'Etat régalien pour protéger la bourgeoisie nationale.

L'Evolutionnisme d'extrême droite s'inscrit donc en continuité de celui de la droite. Il trouve néanmoins sa spécificité dans le fait de poser la problématique de l'évolution non seulement sur une base socioéconomique, mais aussi territoriale (nationale, continentale) ethnique, culturelle ou civilisationnelle (espace territorial, ethnique et culturel). Il mélange les dimensions biologiques et les dimensions sociales : l'évolution concerne à la fois la production d'êtres dominateurs sur le plan physique, mais aussi dominants intellectuellement, économiquement et socialement. Il est légitime, selon cette conception, que la civilisation la plus évoluée domine les autres et que les êtres les plus évolués de cette civilisation dominent les autres les moins évolués ; dispose des territoires les plus favorables, des ressources les plus avantageuses, de privilèges particuliers, et soient valorisés socialement, matériellement et symboliquement ; que les plus faibles soient éliminés, soit directement (le Nazisme), soit indirectement (le Malthusianisme). Cependant, il ne s'agit pas d'une « Théorie » de l'Evolution par voie de sélection « naturelle », mais d'une « idéologie » de l'évolution par sélection « volontaire et contrôlée », pouvant aller des politiques (anti-) sociales « soft » à l'eugénisme.

Si l'évolutionnisme de l'extrême droite constitue une extension de l'évolutionnisme de droite, cette extension le place néanmoins en contradiction radicale avec ce dernier. L'idéologie évolutionniste du capitaliste libéral se limite au champ socioéconomique. Se limitant à une dynamique non structurée par des valeurs rigides et totalisantes (la thèse de la « cage d'acier » de Max Weber), elle se trouve en mesure de faire preuve d'adaptabilité et de souplesse quant aux évolutions socioculturelles, de mœurs. Elle intègre et se nourrit des différences émergeant au sein de divers groupes sociaux, y trouvant la source d'un renouvellement constant favorable à sa dynamique marchande. Au contraire, le capitalisme d'extrême droite est incapable d'une telle dynamique. Du fait de sa rigidité en ce qui concerne les mœurs, il doit nécessairement réprimer et exclure.

Il est certes juste de critiquer la dynamique marchande du capitalisme et ses effets désastreux, tant en termes de dégradation de la Nature que de dégradation de la sociabilité, cependant, sans cette dynamique marchande, le capitalisme n'a pas de raison d'être, et personne, si ce n'est la bourgeoisie capitaliste, ne trouverait un intérêt à y participer. La critique que formule l'extrême droite à l'égard de la « modernité », lui reprochant d'avoir entravé un ordre naturel harmonieux, n'a pas d'intérêt au regard de l'évolution, dans la mesure où il est question d'un capitalisme d'austérité et de stagnation articulé autour d'un ordre hiérarchique et éliminatoire.

3 *Théorie scientifique ou idéologie ?*

Le « Darwinisme social » ne constitue pas une véritable théorie scientifique, mais plutôt une croyance et une idéologie. L'usage de la science comme justification de l'idéologie dominante, ou comme tentative de légitimation de la critique sociale, est un phénomène récurrent dans l'histoire des sciences. Ce phénomène ne s'applique pas qu'à la théorie de l'Évolution. Il s'est également produit au sein de la psychologie, notamment en ce qui concerne la théorie Freudienne. S'y sont notamment affrontés des courants conservateurs (Jung) et des courants progressistes révolutionnaires (Freudo-Marxisme). L'enjeu de ces débats n'est pas tant d'établir une vérité scientifique, que de discuter de la place que les théories scientifiques doivent occuper dans la société, de ce qu'elles indiquent comme perspectives d'avenir, des limites qu'elles y posent et des perspectives qu'elles peuvent ouvrir. Loin de s'agir d'une « perversion » de la science, il est plutôt question d'une lutte politique pour la vérité. Les groupes dominants cherchent à garantir la continuité de leur domination en mobilisant les outils qui normalisent cette domination, et leurs opposants s'approprient des contenus scientifiques pouvant démontrer la contingence de la domination établie.

Dans cette lutte politique, la science n'est qu'un objet par défaut, tout comme peuvent l'être l'histoire, la religion, les valeurs dominantes de la République et de la Démocratie. Le pouvoir s'empare de ce qui est structurant dans la société, et par conséquent qui est à même de le renforcer. Les classes dominantes interprètent spontanément les théories scientifiques en fonction de la vision qu'ils ont de l'existence, de ce qu'elles considèrent comme normal ou naturel. De la même manière, elles s'emparent des contenus scientifiques qui correspondent à cette vision du monde, ou les adaptent pour qu'ils s'y insèrent. La domination capitaliste produit ou s'approprie des contenus considérés comme légitimes qui vont justifier une logique de concurrence et d'enrichissement personnel, ou bien adapte ces contenus pour qu'ils justifient cette logique. On peut ainsi constater ce phénomène en ce qui concerne le protestantisme. L'éthique protestante considérait en effet la richesse matérielle comme un signe d'élection, et encourageait ainsi les hommes à adopter une attitude concurrentielle dans une perspective d'enrichissement individuel. Elle constituait, tout comme la théorie de l'évolution, une forme de légitimation de la domination capitaliste où la concurrence constitue un phénomène central. Nature dangereuse et hostile, pénurie, situation de lutte sauvage pour l'existence, concurrence, compétition, valorisation de la force, de la brutalité et de l'intelligence comme composantes de la capacité à soumettre, soucis de hiérarchie, de préserver les « meilleurs », volonté de laisser disparaître les plus « mauvais » plutôt que de modifier les conditions structurelles et de les doter de la capacité de s'améliorer : on retrouve, dans l'éthique protestante, tout comme chez Malthus et Darwin, les schèmes de l'imaginaire social de la domination telle qu'elle s'est développée dans la culture occidentale, et donc la même possibilité pour la domination capitaliste de s'en emparer et d'en user comme outil de légitimation des politiques socialement injustes. Cette domination puise donc les outils nécessaires à sa légitimation dans les productions de la pensée issues de l'ensemble de connaissances culturellement dominant. Dans une société où domine l'enchantement religieux, le capitalisme se trouve des justifications religieuses, tandis que dans une période de désenchantement religieux, il doit trouver sa légitimité ailleurs, dans ce qui s'affirme comme système de croyance dominant. Lorsque la science prend une telle place, la domination capitaliste va puiser au sein de la science pour s'auto justifier, et va ainsi instrumentaliser une théorie scientifique à cet effet.

4 *La critique de Kropotkine*

En 1902, Pierre Kropotkine, théoricien révolutionnaire anarchiste et biologiste reconnu, publia un essai intitulé *L'entraide, un facteur de l'évolution*. L'objet de cet essai était, comme son titre l'indique, de démontrer que l'entraide constituait un facteur déterminant de l'évolution, et non un simple fait marginal, comme l'envisageaient Darwin et ses continuateurs. La critique de Kropotkine, s'appuyant sur un certain nombre d'observations, aussi bien éthologiques qu'anthropologiques, entendait démontrer la place prédominante des phénomènes d'entraide et de solidarité dans le processus d'évolution. Si Kropotkine reproche à Darwin d'avoir sous-estimé la place des phénomènes d'entraide sur le plan biologique, sa critique déborde largement du cadre strictement scientifique pour se placer

ensuite sur le plan politique. Elle s'adresse davantage aux idéologues de la domination capitaliste (philosophes, économistes, sociologues), et plus particulièrement à ceux qui se sont appuyés sur les thèses de Darwin pour légitimer des théories de la domination, de la sélection, de l'exploitation et de l'élimination. Elle s'oppose à une vision guerrière de l'existence, envisagée comme lutte perpétuelle de tous contre tous pour la survie, au sein de laquelle l'autre serait systématiquement envisagé comme une menace (« l'homme est un loup pour l'homme »). Pour Kropotkine, ces moments reflètent moins des moments de l'évolution que des périodes de crises anecdotiques dans le fonctionnement normal de l'évolution. Il souligne de plus que c'est dans l'association, la coopération entre ses membres, que les espèces, les groupes sociaux, les sociétés humaines, trouvent les meilleures ressources pour assurer leur survie, tandis que dans la guerre mutuelle, elles se rendent vulnérables et prennent le risque de disparaître. D'une théorie biologique, on passe donc, chez Kropotkine, à une théorie du développement économique et social, au cœur de laquelle les phénomènes d'entraide et de solidarité prennent une place prépondérante, mettant l'accent sur les échanges volontaires et réciproques de ressources, de moyens de production et de connaissances, comme condition de l'amélioration qualitative de l'existence pour tous les Hommes. Il s'agit en finalité d'une critique politique, s'opposant à l'appropriation des ressources, des savoirs et des moyens de production par des minorités, à l'organisation volontaire d'une économie concurrentielle basée sur la rareté et l'accumulation privée, donc d'une critique anticapitaliste visant le développement de formes de collectivisation, de partage et d'entraide comme forme sociale motrice de l'évolution humaine.

5 L'entraide chez les « solidaristes » : déviation fallacieuse de l'Entraide ou fidélité au Darwinisme Social ?

Contrairement à l'idéologie qui domine au sein de l'extrême droite, selon laquelle les plus faibles doivent être éliminés, les courants « solidaristes » d'extrême droite reconnaissent l'existence de phénomènes d'entraide, les considèrent comme producteurs de valeur et tentent ainsi d'en faire la promotion. Cependant, cette forme d'entraide est inégalitaire. Elle reconnaît le besoin de solidarité lié à l'inégalité des conditions, certes, mais le but de cette solidarité n'est pas d'aboutir à une situation d'égalité sociale. La solidarité est intégrée dans une logique hiérarchique qui la neutralise et en fait un outil pour la domination capitaliste. Le salarié doit être solidaire de son patron, le citoyen doit être solidaire de son Etat, le patriote de sa patrie, contre les autres entreprises, Etats, patries. Dans cette logique, l'être singulier est nié, n'est pas reconnu pour lui-même, mais uniquement d'un point de vue fonctionnaliste et utilitariste, en fonction de ce qu'il apporte à l'entité collective, l'appareil productif. La solidarité n'a pour fonction que de permettre à l'appareil productif de fonctionner de manière optimale. Si elle ne le permet pas, alors elle n'a pas d'intérêt pour les solidaristes. Ensuite, la solidarité se joue au niveau d'un groupe restreint, qui se trouve nécessairement pris dans une situation d'antagonisme et de concurrence avec d'autres groupes (entreprises, nations), pour l'appropriation des ressources et du fait de sa volonté d'expansion illimitée. Cette base de concurrence économique comprend dans ses conséquences une logique d'élimination des plus vulnérables. La manière dont l'extrême droite solidariste mobilise le concept d'entraide est à l'antipode de ce que Kropotkine a tenté de mettre en valeur à travers ses travaux. En effet, l'entraide était un concept qui entendait démontrer la validité des comportements généreux dans le cadre de l'évolutionnisme, et qui était censé travailler dans le sens de la construction d'une société plus égalitaire. En cela, le solidarisme correspond davantage à un darwinisme social réaliste, pragmatique. Il conserve à la fois ses aspirations de grandeur, sa vision idéaliste du progrès et de l'évolution (celle-ci étant perçue à travers les « grandes réalisations » du collectif : ses productions intellectuelles et artistiques, ses prouesses techniques et non en fonction de l'amélioration de la qualité de l'existence pour tous ses membres) son cynisme utilitariste et misanthrope. Ce n'est donc pas parce que l'on mobilise le concept de solidarité que l'on se situe du côté de l'égalité et de l'amélioration réelle des conditions l'existence. Comme le prouvent les courants solidaristes d'extrême droite, elle peut très bien constituer le moyen de faire perdurer des régimes d'exploitation et d'oppression.

LA MODERNITE EN CRISE :

LES FONDEMENTS SOCIOCULTURELS D'UNE REMONTEE DE L'EXTREME DROITE

Pour comprendre la remontée actuelle de l'extrême droite, il nous faudra comprendre à la fois ce qui, dans la situation récente, est à l'origine d'une telle évolution, mais aussi ce qui, dans les tendances profondes des de nos sociétés, de nos cultures, a constitué un élément structurant, dont l'entrée en crise tend à justifier un retour à des cadres institutionnels rigides, autoritaires et traditionnels.

1 Caractéristiques de la raison moderne

Nous distinguerons ainsi, dans un premier temps, l'émergence et l'hégémonie d'une certaine forme de la raison, qui a progressivement pénétré l'ensemble des activités humaines, et qui s'est imposée comme force motrice de la « modernité ». Il s'agit de ce que l'on nommera la raison instrumentale-stratégique. Cette rationalité sépare le monde entre d'un côté le sujet agissant, et de l'autre les choses à sa disposition. Elle s'appuie sur le calcul rationnel, la prévision, la planification. Elle ne reconnaît d'autres valeurs que l'efficacité d'une action en fonction du résultat attendu. C'est une rationalité dont le but est la maîtrise, la domination des choses. Elle trouve son origine dans un certain développement des sciences de la nature en vue de l'application technique. Cette raison technique s'est ensuite appliquée à l'industrie, aux finances, à la gestion politique, notamment sous l'impulsion des modèles bureaucratiques, et elle a progressivement pénétré la vie quotidienne. Elle est devenue un trait fondamental de la culture occidentale. La science a progressivement occupé la place de la religion, dont elle a provoqué la disgrâce, et contribué au désenchantement du monde. Du fait du développement de la science, de la technique et de la logique de la planification, ce qui constituait l'inconnu est devenu connaissable, ce qui relevait du hasard est devenu le fruit de la raison, ce qui était « danger » est devenu « risque » (Ulrich Beck, dans *La Société du risque* distingue en effet le risque qui est calculable et peut être anticipé, du danger qui est imprévisible, qu'il n'est pas possible d'anticiper).

2 Evolutions sociales durant les 30 glorieuses

Pour que cette rationalité puisse s'exercer, il est nécessaire que les données de départ soient prévisibles, que le système soit relativement stable. Les événements majeurs de la seconde moitié du XXème siècle sont à l'antipode de cet impératif de stabilité. Tout d'abord, la sortie de la guerre marque le début d'un bond technologique considérable (développement de la production, des systèmes de communication à grande échelle, accélération des échanges et du rythme de la vie), qui va transformer de manière radicale l'existence, et ce, non d'une génération à l'autre, mais à l'intérieur d'une même génération. Par la suite, les mouvements socioculturels des années 60-70 vont ébranler de manière radicale l'hégémonie des cadres institutionnels traditionnels telles que l'autorité patriarcale, la famille, le mariage, la place de la femme dans la société, et revendiquer davantage d'autonomie existentielle. A cette période, la raison instrumentale peut encore s'exercer sans dégâts, car la structure économique et sociale conserve une certaine stabilité. Les hommes peuvent planifier leur vie, car ils disposent de cartes sécurisantes, et car le progrès se traduit en amélioration de leurs conditions d'existence. Il se développe à partir de cette possibilité de construire sa vie propre, libérée des impératifs de la normativité, une culture de l'individualité qui dissout progressivement les grandes communautés et institutions intégratrices.

3 La récession et le développement d'une culture de l'insécurité

A partir du milieu des années 70, l'histoire va prendre un autre tournant. La crise de 74 marque la fin des 30 glorieuses et le début d'une période de récession. Le marché de l'emploi, jadis ouvert par l'évolution technique, administrative et des activités de service, arrive à saturation. Les préoccupations écologiques se font progressivement grandissantes, notamment par la perception des limites énergétiques, des effets de la pollution industrielle sur la nature, et des catastrophes technologiques. En France débute à partir de 1982, sous le gouvernement socialiste, les politiques de rigueur. D'un autre côté, on constate depuis les années 80-90 une augmentation constante du nombre de divorces, de recompositions familiales. On observe aussi, sur le plan sanitaire, une élévation du nombre de cancers, de dépressions chroniques, de suicides, de maladies liées à l'alimentation, ou aux évolutions climatiques. De l'autre, après l'effondrement du bloc de l'Est en 1989, le néolibéralisme se développe sans aucune limite : « flexibilisation » du travail, délocalisation et chômage croissant, autonomisation et responsabilisation répressive des travailleurs, destruction des systèmes de protection sociale. Dans ce contexte de moins en moins stable au niveau économique, social, environnemental et existentiel, il devient de plus en plus difficile de planifier son existence, afin de se prémunir du danger et de réaliser ses désirs. Il n'est plus possible non plus de s'accrocher à une quelconque justification transcendante : nous ne souffrons plus pour un paradis, pour la réalisation du Communisme ou quoi que ce soit d'autre. Si l'Altermondialisme a pu un temps tenir se rôle comme perspective d'un autre possible, les années 2000 ont marqué son déclin progressif, nous laissant dans un présent sans perspective de changement, et pire encore, avec une crise financière qui semble durer et s'approfondir. Nous souffrons sans raison, sans sens, et nous ne pouvons rien faire, rien planifier. Nous sommes dépendants d'un mouvement qui se fait sans nous, contre nous, où nous sommes responsables de notre réussite et le plus souvent laissés seuls face à notre propre échec, où l'avenir est source de crainte et de délitement, plutôt que de bonheur et de réalisation.

4 La crise de la modernité tardive et la remontée de l'extrême droite

La crise que subit la « modernité » est à la fois une crise économique, sociale et environnementale, mais elle est aussi une crise de la capacité d'agir et de conduire son existence rationnellement et volontairement, crise de la possibilité d'une vie heureuse dans un monde sécurisant, ou l'on pourrait expérimenter, prendre des risques, se donner le droit à l'erreur, et finalement avancer et s'épanouir. Dans ce contexte anémique et incertain, l'extrême droite gagne en popularité car, à défaut d'une alternative immédiatement crédible à gauche, ses réponses simples impliquent la mise en place immédiate de cartes sociales rigides et stables qui semblent permettre à la raison instrumentale-stratégique de s'exercer, à l'homme de planifier sa vie. Aux problèmes sociaux engendrés par l'émancipation de la femme sont opposés la restauration du modèle familial et de la répartition sexuée des rôles à l'ancienne. Aux problèmes d'incivilités urbaine et de magouilles financières est proposée la réaffirmation de la souveraineté Etatique dans les rues et face au monde de la finance, à la casse des acquis sociaux est opposée la restauration de la protection sociale. Au désenchantement du monde est opposé le retour de la tradition et de la religion. Au risque d'évolution de ces institutions par le contact avec d'autres cultures, et par conséquent de perte de pouvoir des leaders de ces mouvements, est opposé l'hermétisme culturel et le choc des civilisations. Enfin, à la responsabilité non identifiable dans un système chaotique et dépersonnalisé de jeux d'influence et d'imitation réciproque, est opposé la désignation d'Ennemis intérieurs (les étrangers, principalement maghrébins et noir africains) et extérieurs (l'Hyper classe « apatride » des industriels et banquiers internationaux, les Etats Unis, la Chine) comme responsable du malheur collectif. Voici qui explique, en partie et selon nous, la remontée de l'extrême droite. Le défi qui se pose aujourd'hui à la gauche sera de trouver de nouvelles modalités de réponse aux problèmes sociaux impliqués par le capitalisme tardif sans pour autant tomber dans le piège de la « Lepénisation ». Il s'agira de répondre au délitement des cartes sociales, à l'incertitude et à la fragilité qui en découle, par autre chose que la restauration de l'autorité et de la tradition. Pour terminer, n'oublions pas de rappeler que la raison instrumentale-stratégique à laquelle l'extrême droite tente de donner un second souffle, est à l'image de la culture qui la fait naître. Elle est

inhumaine et cynique. Lorsqu'elle devient prééminente, qu'elle nie l'humanité en raison d'une quelconque nécessité, elle peut donner lieu aux pires horreurs. Ce n'est pas pour rien qu'elle est la rationalité des managers, des chefs militaires, des banquiers et des politiciens, ni qu'elle fut le fer de lance du Nazisme et du Stalinisme. L'extrême droite est à l'image de tous ceux qui manipulent cette raison, elle est cynique, inhumaine et par conséquent dangereuse. Par conséquent, si la raison instrumentale-stratégique est rationalité de la domination, qu'elle constitue une forme d'agir dont nous ne pouvons cependant nous passer, une forme d'agir en crise dans nos sociétés chaotiques et incertaines, alors, une autre raison, une autre forme d'agir doit se développer et limiter, canaliser cette raison instrumentale. Une autre raison qui ne sera pas celle du calcul cynique, de la stratégie, et de la négation de l'Homme, de la désignation de coupables et de l'usage de la force imbécile, mais celle de la reconnaissance mutuelle et de la réflexivité concertée. La crise de la raison instrumentale-stratégique, et le développement d'une autre rationalité, seront peut-être les clés qui nous permettront de nous sortir d'une logique de gestion immédiate, de pouvoir envisager la possibilité d'une autre politique et d'un véritable avenir.

L'EXTREME DROITE CONTEMPORAINE

I LES EXTREMES DROITES : DIFFERENCES ET SIMILITUDES

1 Extrême droite institutionnelle et extrême droite non-institutionnelle

Il est tout d'abord nécessaire de distinguer l'extrême droite institutionnelle de l'extrême droite non-institutionnelle. Cette différence est importante dans la mesure où si l'extrême droite institutionnelle semble conserver une ligne politique (plus ou moins) stable (ce que nous verrons ensuite, et ce malgré ses prétendues évolutions), l'extrême droite non institutionnelle se compose de mouvements très divers et parfois difficilement identifiables en tant que tels. Cette extrême droite « d'en bas » comprend une série de groupuscules ouvertement néo-nazis, catholiques intégristes, traditionalistes, nationalistes, régionalistes, ainsi que des groupes composites qui, tout en se revendiquant de certaines de ces positions, intègrent des problématiques beaucoup plus progressistes. Ils peuvent défendre des problématiques écologiques, altermondialistes, socialistes, anticapitalistes, ou encore libérales/libertaires. Ainsi, certains se prononcent en faveur de la relocalisation de la production, de la sortie du tout technologique, du nucléaire, du développement des énergies alternatives, des projets de fermes bios, collectives, des pratiques de gratuité, organisent des soupes populaires, s'opposent à la publicité, à la société marchande, défendent le développement du service public, l'auto-organisation, la diversité d'opinion et la liberté d'expression, le « ni de droite ni de gauche » des anarchistes, l'abolition de la dette, l'éviction de la technocratie, la fin des grands monopoles, la sortie du capitalisme, la réduction du temps de travail, le passage au socialisme, la lutte des classes. Il existe également des mouvements nationalistes féministes et nationalistes gays, même si ces postures demeurent marginales au sein de l'extrême droite. La liste est potentiellement infinie. Cette diversité implique que l'extrême droite peut faire acte de présence dans de nombreuses associations, de nombreux mouvements et réseaux de lutte sociale. Auraient-ils mis au point leur stratégie de lutte en s'inspirant des thèses sur l'« Empire » et les « Multitudes » de Negri et Hardt ?!

2 Comment expliquer cette diversité ?

Ce phénomène de multiplicité tient d'une part dans l'effondrement du stalinisme et du mouvement ouvrier. Ainsi, de nombreux autoritaires de gauches ont rejoint les rangs de l'extrême droite (ce que l'on appelle dans le jargon les rouges-bruns) avec laquelle il existait un terreau commun, et qui pour bonne partie, à su de manière opportune se saisir de cette problématique ouvrière, et exploiter ses lacunes (racisme, xénophobie, stakhanovisme, machisme, mépris de la réflexion sous couvert d'anti-intellectualisme). Cette multiplicité tient d'autre part dans le développement du libéralisme culturel, et de ce que ce phénomène a produit au niveau de la construction des parcours de vie et des identités. Il n'y a plus de communautés aussi fortement intégratrices que par le passé, ce qui favorise une démarche d'exploration ouverte de la constellation sociale afin de donner du sens à son existence, de construire son identité, ses engagements. L'extrême droite se compose alors de personnes aux parcours composites et aux opinions très divers. On peut ainsi se demander ce qui constitue le fond commun de tous ces groupes, ce qui est caractéristique d'une posture d'extrême droite. Pour parvenir à s'en saisir, il est d'abord nécessaire de mettre à l'écart l'ensemble des revendications progressistes, et de se concentrer sur les problématiques et les solutions finales communément avancées par ces groupes.

3 Quelles similitudes ?

Le fond de ce qui constitue le positionnement de type extrême droite reste significativement le même, bien qu'il puisse se décliner sous des formes, des argumentaires, des justifications différentes. Ces thèmes sont ceux de la préférence nationale, la restauration de l'Etat fort, autoritaire et souverain, la restauration d'une morale intransigeante, l'usage prioritaire de la répression, notamment par l'usage de la force physique et armée, la lutte contre l'insécurité civile et l'immigration. A cela s'ajoute la thèse de la distinction ami/ennemi (K.Schmitt), c'est à dire cette tendance à désigner des ennemis intérieurs et extérieurs, comme boucs émissaires responsables de tous les maux de la société ; ainsi que l'usage d'une rhétorique républicaine populiste et contestataire voire révolutionnaire, en guise de stratégie de mobilisation, en vue de restaurer un république de petits propriétaires, contre la coalition d'une oligarchie de technocrates et de grands capitalistes prétendument apatrides. Certains groupes mobilisent à cet effet l'imaginaire du complot (judéo-maçonnique, illuminatis, lords anglais, etc.).

II LES MUTATIONS DES EXTREMES DROITES CONTEMPORAINES

1 Du déclin du racisme pur...

Le racisme, au sens premier du terme, ne constitue plus une posture fondamentale de l'extrême droite. Ce n'est dorénavant plus la question de la race, de la haine ou de la suprématie raciale qui est en jeu. En ce sens, le concept de racisme est devenu dans une certaine mesure inadapté pour développer une critique de l'extrême droite. Bien évidemment, l'extrême droite reste nationaliste, défend la préférence nationale, la fermeture des frontières, l'expulsion des sans papiers et des étrangers, la destitution de la nationalité française, et ainsi de suite. Elle reste xénophobe, marquée par la peur et la haine de l'étranger, mais pas pour des raisons spécifiquement raciales, car ce n'est pas la race qui constitue le socle de légitimité qu'elle tente d'apporter à cette posture. Cependant, la logique reste sensiblement la même sur le plan des faits et de la pratique.

2 ...à la théorie du choc des civilisations...

Ses outils de légitimation s'inspirent tout d'abord de la théorie du « choc des civilisations » (Samuel Huntington). Selon ce dernier, l'effondrement du mouvement ouvrier n'a pas marqué la fin de l'histoire, comme le défend Francis Fukuyama. Nous sommes depuis lors entrés dans une nouvelle ère caractérisée par le conflit entre les cultures, les civilisations. Cette théorie a notamment suscité un grand intérêt suite aux attentats du 11 septembre 2001. Depuis, l'expression de « choc des civilisations » constitue un mot d'ordre et une source d'inspiration pour l'extrême droite, car elle lui permet, sans faire preuve de racisme, de s'inscrire dans une perspective politique identique, en déplaçant le problème de la question de la race à la question des différences culturelles, et à l'incompatibilité qu'elles sont censées contenir. Ainsi, ce discours permet de renforcer sa position sur la question de l'intégration, qui prend alors davantage la forme d'un impérialisme culturel exigeant une assimilation totale de la personne aux normes, valeurs et tradition de l'espace social qui l'accueille.

3 ... et à l'assimilation du langage technocratique

L'extrême droite se distingue continuellement par son hostilité marquée envers la technocratie, pourtant c'est au sein de la novlangue technocratique qu'elle a pu trouver l'argumentaire ultime en terme de légitimité pour défendre ses positions xénophobes. Qu'est ce que la novlangue technocratique ? Il s'agit d'une forme de discours gestionnaire, en apparence formel, objectif, scientifique, mathématique, logique, positiviste, historiquement et émotionnellement neutre, et qui, en

éludant toute question de sentiments, de valeurs, d'idéologies, semble faire appel à la justesse de la raison quant aux exigences de la réalité. Cependant, ce discours en plus d'être extrêmement cynique, n'est pas totalement rationnel. Les exigences qu'il pose dissimulent toujours des présupposés indiscutables, tels que le contenu de la réalité dont il est question, ainsi qu'un ensemble d'intérêts particuliers et une volonté de défendre la conservation d'un certain ordre des choses. Par exemple, la logique capitaliste, (la « concurrence économique » ou l'« économie de marché », termes de la novlangue pour ne pas dire capitalisme), constitue, dans le discours technocratique des libéraux, un présupposé de départ indiscutable, à partir duquel tout doit être aménagé. Les populations migrantes sont ainsi considérées comme « surnuméraires ». Ils sont de trop par rapport à la quantité de travail disponible sur le territoire. Il est dès lors impossible de satisfaire une demande qui excéderait les capacités territoriales, conduirait à une phase de dérégulation, de chômage, et contraindrait les travailleurs à verser des prestations sociales pour les sans emplois. Ainsi, à travers le langage technocratique, la fermeture des frontières apparaît rationnelle.

4 La tendance à se donner une image propre

Dans la lignée du lissage sémantique apporté par le discours technocratique, les partis d'extrême droite européens, ainsi que certains mouvements agissant au sein de la société civile, ont adopté une attitude visant à se distancier de leurs images extrémistes. Cela se traduit par la mise à distance des groupements radicaux, des discours scandaleux et provocateurs, et le fait d'apparaître plus respectable, politiquement correcte, tout en adoptant une posture de justiciers héroïco-populaires, « anti-élitistes » « proche des préoccupations des gens ». Il s'agit en réalité d'une tournure beaucoup plus stratégique de la politique des partis d'extrême droite. A la marge depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les partis d'extrême droite se sont d'abord limités à un rôle d'agitation dans le but de se créer une base radicale solide et fidèle, puis se sont lancés à la conquête d'une hégémonie culturelle au sein de la société. Pour autant, le lifting de l'extrême droite n'est pas si récent que cela, notamment en ce qui concerne le FN. La sortie du radicalisme est un tournant stratégique qui a été élaboré par Mégret dans les années 80/90. Il est également intéressant de se rappeler de l'abandon du bandeau pirate par lepen père, et ainsi d'une stratégie de production d'une image radicale guerrière, qui lui coûta la cécité d'un œil a force de rester dans le noir, même si le bandeau passait parfois d'un œil à l'autre, comme certains avaient pu le faire remarquer. Le passage de flambeau du père à la fille ne fait que marquer l'affirmation de cette tendance, la seconde ayant été formée de longue date à dissimuler les aspects sales et à éviter les dérapages récurrents du premier. Cette stratégie d'hégémonie s'est aussi traduite dans le fait de tenter de rendre les thèmes de prédilection et les positions de l'extrême droite incontournables au sein du débat politique. L'illustration la plus significative de ce fait réside dans la manière dont le FN a réussi à faire de l'insécurité le thème principal de la présidentielle de 2002, au point que la gauche, sans véritable idée sur la question, n'a pu que concéder la nécessité d'une politique répressive. A présent, les partis d'extrême droite tentent leur chance à un autre niveau. Profitant d'une crise qui ne cesse de s'approfondir, ces partis se sentent en mesure de prendre le pouvoir, et font le pari du lissage idéologique afin de brasser large, de s'introduire dans les parlements, de gagner les présidentielles. Parallèlement, les groupuscules extrémistes continuent leur action pour constituer une base radicale plus massive, une sorte d'avant-garde de terrain utile dans le cadre de groupes action et de l'expérimentation des ouvertures et des limites de ce qui est socialement acceptable en ce qui concerne les positions que peut tenir le parti officiel. Il ne faut ainsi pas se leurrer à propos du prétendu détachement entre le parti « propre » et les petits groupes « sales ». Même s'il n'y a pas de communication directe entre le parti et les groupuscules, les passerelles et les ramifications, elles, existent bel et bien.

5 Redorer le blason en retournant les stigmates

La victimisation est une stratégie rhétorique bien connue de l'extrême droite Française. Nous avons tous entendu les plaintes de lepen père vis-à-vis de la censure médiatique ou de la question des 500 signatures nécessaires à la présidentielle. Cependant, l'extrême droite contemporaine qui se veut lavée de ses pêchés passés a trouvé de nouveaux terrains de victimisation. Le premier est le « racisme anti-blanc ». Depuis leur apparente mise à distance du racisme pure au profit d'une conceptualisation culturaliste et d'un vocabulaire objectivant, certains groupements d'extrême droite tentent de devenir les chantres de l'anti-racisme, notamment en condamnant un prétendu « racisme anti-blanc » développé par les migrants africains et soutenu par la gauche. De plus, du fait de leur tentative de mise à distance vis-à-vis des aspects sombres de leur histoire, certains militants d'extrême droite (ouvertement ou non), semblent dénoncer un fascisme se dissimulant derrière l'antifascisme. Ils y perçoivent une forme de répression de la liberté d'expression trahissant les aspirations libertaires des mouvements antifascistes et dévoilant leur vrai visage de staliens autoritaires, de « rouges bruns ».

III POURQUOI L'EXTREME DROITE CONSTITUE-T-ELLE UNE IMPASSE ET UNE IMPOSTURE ?

1 La répression n'est pas une solution

Contre la criminalité, le viol, la pédophilie, et le meurtre, l'extrême droite adopte une posture d'impunité totale, et revendique des mesures comme la castration ou la restauration de la peine de mort. Il s'agit d'une forme de démagogie s'appuyant sur le pathos et tentant de diriger l'insatisfaction contre ceux qui sortent des schémas conventionnels et normatifs. Cette logique répressive et punitive correspond parfaitement avec la conception de l'Etat de l'extrême droite. Elle permet de désigner de nouveaux ennemis du peuple en contexte de crise et de diriger contre eux la vindicte populaire. En créant la « figure du monstre », en l'acceptant, on entre aussitôt dans une logique de catégorisation réifiante. L'autre n'est plus reconnu comme un Homme à part entière, mais uniquement sous l'angle de sa différence, de ce qui le sépare du reste de l'humanité. L'Homme étant considéré de manière naïve comme totalement libre et responsable, indépendamment du contexte dans lequel il évolue et de l'histoire qui le constitue, il ne reste plus qu'à le punir pour son écart de conduite. Cette réponse punitive envers la criminalité relève de la profonde bêtise humaine. On évite ainsi de s'interroger sur les processus psychosociaux générant ces formes de destruction et la manière dont il faudrait agir pour que ces processus deviennent inopérants. On omet de reconnaître qu'il ne s'agit pas, par exemple, d'une question de prédisposition génétique, mais que quelque chose de présent au sein de la dynamique interne de la société produit ces manifestations de comportements destructeurs, et que c'est cette même société qui, au lieu de rectifier ses défaillances à la source, nie la responsabilité propre à sa dynamique en réprimant purement et simplement ces manifestations. Ainsi, le problème n'étant pas résolu à sa source, la dynamique sociale continue de reproduire ces phénomènes puis de les réprimer. A l'intensification de ces phénomènes, elle répond par l'intensification de sa répression. Ceci arrange bien l'extrême droite, car ainsi, l'Etat autoritaire et répressif se trouve perpétuellement légitimé dans son existence. Plus le crime perdure, plus il y a besoin d'un Etat répressif, et plus l'Homme opprimé est amené à commettre des crimes, et plus il y a besoin d'un Etat répressif. Il se génère toujours plus d'ennemis intérieurs à combattre, ce qui arrange bien l'extrême droite qui trouve ainsi un marché inépuisable à travers elle puis sa légitimité à prétendre à l'exercice du pouvoir. Au bout du compte, il se pourrait très bien, si la répression s'intensifie, que la criminalité diminue quelque peu, mais cela se ferait alors au prix d'une augmentation de la clientèle psychiatrique ou du taux de suicide. La manifestation du problème aurait été réprimée, mais le problème de fond existerait toujours, sous des formes différentes, d'autodestruction plutôt que de destruction de l'autre. Pour autant, c'est oublier un peu vite d'une part, que de nombreux « délits » sont directement liés à la structure inégalitaire que produit la société capitaliste, à la vulnérabilité que celle-ci implique sur le plan socioéconomique, et d'autre part, en ce qui concerne les « déviations » non immédiatement liées à la société capitaliste, que

l'on ne choisit pas de devenir un meurtrier, un violeur, un pédophile. Il s'agit d'un processus à long terme, qui commence dans la structuration de la personnalité en interaction avec d'autres personnes, dans certaines situations. Un processus composé de souffrances et de frustrations. Généralement, le passage à l'acte n'est pas le fruit d'une décision, mais l'affirmation spontanée, et parfois éphémère, chez une personne d'un désir plus fort que celui d'intégration, une barrière franchie dont il est difficile de revenir. Nous ne connaissons que la répression comme réponse à la criminalité. Elle constitue la seule réponse qu'a trouvée la société répressive pour faire face à ses propres monstruosité, car cette société est incapable de s'interroger sur ses fondements sans s'abolir elle-même en tant que société répressive. Afin de se sortir de la nécessité répressive, il faudrait faire connaître et développer les recherches et les expérimentations sur les manières alternatives de faire face à la criminalité. La répression perdurerait un temps, mais elle serait progressivement supplantée par de nouvelles manières, plus intelligentes, de faire face à l'émergence de nos tendances sociales destructrices.

2 L'impatte d'une démondialisation de droite

Contre le développement de la mondialisation économique, l'extrême droite revendique une démondialisation. Elle souhaite une régression du capitalisme à l'échelle nationale, une sorte de relocalisation de l'économie à l'échelle locale sur la base utopique d'une république de petits propriétaires dans le cadre d'une concurrence saine. Cependant, la concurrence économique ne peut être saine. Le fait que cette concurrence économique implique directement un rapport physique à l'existence, constitue une question de survie, suppose qu'elle soit, en dernière instance, nécessairement étrangère à toute forme de morale. Il en découle une forme de libéralisme conduisant à la dissolution des règles qui seraient posées par une instance (l'Etat, l'Union Européenne), une logique (le social, l'écologie) qui lui serait étrangère. De surcroît, la dynamique de la concurrence économique, qui pousse les acteurs à s'unir pour faire face aux autres, ou les dépasser, entraîne la création de monopoles ou d'oligopoles. Ainsi, la logique de l'extrême droite n'aboutirait qu'à une situation de régression temporaire du capitalisme, et non à une forme d'anticapitalisme.

3 Les intérêts particuliers des élites d'extrême droite : ni antilibérale, ni anticapitaliste, ni socialiste, ni écologiste

Il est important de comprendre qui sont les chefs de file de l'extrême droite et quels sont leurs intérêts pour comprendre les objectifs de leurs partis. L'extrême droite ne sert pas les intérêts du peuple, de la nation ou autre. Ceci relève du mensonge ou d'une manière extrêmement distordue de concevoir l'intérêt des gens. Ce que défend l'extrême droite c'est la reconquête de la souveraineté d'une bourgeoisie nationale de plus en plus lésée par le capitalisme international, et de surcroît jalouse de ne pas être de cette élite économique transnationale. Ainsi, l'extrême droite n'est pas anticapitaliste. Elle ne s'oppose pas à l'accumulation privée des moyens de production, du moment que ce sont des bourgeois nationaux de souche qui les possèdent. Elle ne s'oppose pas non plus au libéralisme, du moment que la liberté concurrentielle va en la faveur des agents économiques nationaux. Elle se soucie de la misère que provoque le libéralisme sur la nation seulement parce que celle-ci touche la bourgeoisie nationale. Son discours social, qui remonte déjà aux années 90 (se rappeler d'un slogan employé à cette période: « Le Social c'est le Front National ! ») n'est qu'un leurre, un simple effet d'annonce sans contenu, ou tout juste quelques promesses démagogiques qui ne seraient de toute façon pas mises en application, et de toutes façons sans effet réellement significatifs sur la situation socioéconomique dans la durée. L'extrême droite ne se soucie du sort du peuple que dans la mesure où l'insatisfaction populaire constitue une opportunité pour gagner le peuple à sa cause afin de prendre le pouvoir. En revanche, elle se fiche bien que le libéralisme provoque de la misère ailleurs. Sa logique sur le plan économique n'est pas de sortir de l'économie mondiale mais de devenir sa nouvelle place forte. En cela, l'extrême droite ne s'oppose pas à la logique de prédation capitaliste, et n'est pas plus écologiste que n'importe quel parti politique de pouvoir visant le maintien d'une économie de marché. Il est ainsi nécessaire de ne pas confondre l'Ecofascisme, le totalitarisme vert à

la H.Jonas, avec le discours vaguement écologique de l'extrême droite. Si ces deux discours partagent un certain fétichisme de la nature et une forme d'antihumanisme vitaliste, le but du totalitarisme vert est une décroissance technologique radicale, basée sur un scepticisme exacerbé à l'égard de toute innovation, tandis que l'extrême droite institutionnelle ne s'occupe que des petits propriétaires terriens lésés par l'Europe, et quelque fois des énergies renouvelables pour tenter de séduire un électorat écologiste. Elle tente également de s'emparer de la problématique de la relocalisation de la production, en reposant celle-ci dans le cadre de la renationalisation. Il ne s'agit là que d'une manière opportuniste de tenter de légitimer et de promouvoir les idées nationalistes. En effet, la relocalisation suppose de prendre en compte la question de la production au niveau local. Elle ne se limite donc pas aux frontières d'un territoire national, mais s'articule à partir de différents centres de production en fonction de la proximité géographique. Ainsi, le Sud de la France est plus proche du Nord de l'Espagne ou de l'Italie, et le Nord de la France de la Belgique, l'Est de la France de l'Allemagne ou de la Suisse. C'est à partir de ces proximités locales que la réflexion écologie s'articule, et non de l'espace national. Cette drague aux écologistes constitue ainsi un véritable mensonge rejoignant les stratégies opportunistes de l'extrême droite pour conquérir le pouvoir. L'extrême droite n'est pas fondamentalement écologique. Son moteur étant l'économie de marché, elle est nécessairement favorable à l'innovation technologique, l'économie extensive, et ne se préoccupe guère du sort de la planète, des populations humaines et des autres espèces vivantes.

4 La posture la plus adaptée pour mener une politique de rigueur

Du fait de son rapport au travail et à l'autorité, de sa conception de l'Etat, de la république et de la nation, l'extrême droite apparaît comme la force politique la plus adaptée pour imposer une politique de rigueur drastique. A travers toutes ces notions, l'extrême droite est porteuse de la notion de sacrifice. Le sacrifice de soi ou de l'autre pour le bien de la communauté constitue un des piliers de son idéologie. Dans le travail, cela se manifeste par l'ardeur à la tâche et l'acceptation de conditions extrêmement difficiles, voire dégradantes, l'abandon du temps libre, et le renvoi des étrangers. Au niveau de l'autorité, cela prend la forme du renoncement au droit et à la capacité de contestation. En ce qui concerne l'Etat, cela prend la forme de l'exigence d'abandon d'un certain nombre de libertés et de la désignation d'ennemis intérieurs et extérieurs à sacrifier pour améliorer la qualité de la vie. Au niveau de la république et de la nation, cela prend la forme du renoncement à la singularité et au jugement critique, la capacité de définir l'identité et le jugement de ce qui est bon et mauvais étant remis à une instance supérieure, déconnectée des gens, et s'imposant à eux. Mais la république et la nation (l'intérêt général ou national) ne sont que des fétiches spectaculaires agités par lequel on tente de dissoudre les intérêts contradictoires s'exprimant sur un territoire au profit des classes sociales qui y sont dominantes. Une fois l'idéologie nationaliste intégrée, ce sont les gens eux même qui vont désigner comme responsables des maux de la société ceux qui n'adhèrent pas théoriquement et pratiquement à cette idéologie. Le capitalisme libéral national continuera à produire de la misère du fait de sa dynamique concurrentielle, mais la dynamique qui génère cette misère ne sera jamais mise en cause, et ceux qui la défendent et en profitent resteront bien à l'abri en pointant du doigt en compagnie de leurs larbins les mauvais patriotes pas assez volontaires, trop hédonistes ou trop faibles pour tenir la concurrence et permettre à la nation de se développer, et qui seront alors réprimés sans ménagement. Ainsi, l'idée de nation ou de république n'efface pas la misère. Mais en n'interrogeant pas la dynamique interne qui la génère dans le cadre de l'économie concurrentielle, elle en élude volontairement la cause réelle. Elle permet en revanche de disposer la population à une attitude hostile, la préparant par exemple à la guerre, pour aller défendre sous couverts des intérêts de la nation, les intérêts des élites nationales. L'extrême droite ne constitue par conséquent pas une solution face aux crises économiques, mais trouve dans la crise économique une opportunité de prendre le pouvoir et de réaliser ses ambitions. De plus, elle n'aura aucune difficulté à mener des plans de rigueur du fait de son rapport totalement décomplexé à l'autorité et à l'usage de la force armée à des fins répressives.

5 L'extrême droite à-t-elle une chance de devenir le centre de l'économie mondiale ?

A l'échelle du seul Etat nation, il est peu probable que l'extrême droite réussisse à devenir une place forte de l'économie mondiale. Poursuivre les intérêts d'une nation seule, mettre en place des politiques protectionnistes, conduirait à animer l'hostilité des autres Etats et aboutirait à une forme d'enfermement de la nation sur elle-même, au risque d'approfondissement de la misère matérielle. Pour éviter cette crise, il devra être en capacité de se fournir les ressources nécessaires au fonctionnement du système technologique, ressources généralement absentes de son territoire. Pour disposer de ces ressources, l'Etat nation devra faire face à une concurrence internationale accrue, d'autant plus s'il représente une menace pour les autres Etats, qui pourront se coaliser pour offrir des prix bien avantageux pour obtenir ces ressources. La seule solution de l'Etat nation sera alors l'annexion par la guerre des territoires bénéficiant des ressources qu'il convoite. Il n'est ainsi pas étonnant que l'extrême droite défende les politiques de développement de l'armement, les recherches militaires et souhaite rétablir le service militaire. Dans cette tentative, il devra cependant faire face à l'opposition de forces armées bien supérieures aux siennes et sera inéluctablement perdant. Ainsi, contrairement à la propagande de certains nationalistes, il n'existe aucune issue à la crise à l'échelle nationale. Soit l'extrême droite ne sera que l'idiote utile du capitalisme qui ne sera présent que temporairement pour mettre en place des politiques de rigueur, soit elle sera l'agent d'une perspective d'effondrement que provoquerait l'encerclement capitaliste. La seule issue pour l'extrême droite serait de prendre le pouvoir dans tous les Etats et de créer des coalitions à l'échelle continentale. C'est une stratégie qui semble se dessiner lorsque l'on prête attention à certaines positions de l'extrême droite en ce qui concerne l'Europe, et surtout au fait que les extrêmes droites européennes font preuve d'une certaine coopération stratégique, et sont de plus en plus présents dans les parlements. Si l'extrême droite parvient à cette prise de pouvoir continentale, et à mettre en place une forme de coordination temporelle et politique, elle pourrait se sentir en mesure de contester la suprématie des blocs américains et chinois sur le plan économique (et culturel). Cette issue, heureusement, n'est pas donnée. Pour cela, l'extrême droite devra gérer les intérêts particuliers de chaque territoire et veiller à ce que ceux-ci ne soient pas lésés par cette coalition, ne s'affrontent pas entre eux. Cependant, cette montée de l'extrême droite se ferait au prix de nombreux sacrifices sociaux, et, n'excluant pas la possibilité de guerres internationales ou intercontinentales, au prix de nombreux sacrifices humains.

6 L'extrême droite populiste « progressiste » : manipulateurs ou manipulés ?

Il est évident que les groupuscules d'extrême droite « progressistes » jouent le jeu d'une dynamique qui les dépasse complètement. Les revendications progressistes, surtout les plus radicales, n'aboutiront pas dans le cadre d'une perspective de coalition avec des partis et groupuscules véritablement de droite. De manière générale, et d'autant plus en prenant en compte la structure idéologique des partis d'extrême droite contemporaine, seules les postures les plus droitières, moralisatrices et répressives prendront de l'effectivité, tandis que les postures les plus gauchistes seront mises à la marge. Elles seront évacuées, abandonnées, ou éventuellement reléguées au rang d'utopies, de perspectives non valables immédiatement, mais que l'on fera miroiter dans le cadre d'une éventuelle possibilité d'un futur toujours plus éloigné. Dans ce cadre, l'extrême droite conservera ses forces « gauchistes » comme idiots utiles servant ses intérêts. Il est certainement des personnes parmi ces « gauchistes de droite » qui agissent en toute bonne foi, mais aussi un bon nombre de rabatteurs opportunistes faisant le jeu de l'extrême droite authentique. Cependant, le fait que certains agissent de bonne foi et que d'autres agissent par opportunisme n'est pas déterminant du point de vue politique. Ce qui est déterminant sur le plan politique, ce ne sont pas les différences entre groupuscules, mais le commun d'une position et les intentions spécifiques des courants dominants en sein. Pour que cette différence devienne déterminante, il faudrait que les « gauchistes » expriment une dissociation claire vis-à-vis de l'extrême droite. Ceci impliquerait alors d'adopter un point de vue de classes, de défendre le prolétariat, la classe ouvrière, et d'abandonner ou d'opérer une re-conceptualisation des concepts de peuple, de nation, de république, qui dissocierait clairement toute élite économique de la base sociale des travailleurs. Si un tel retournement s'opérait, nous n'aurions plus affaire à des groupuscules

d'extrême droite, mais à des autoritaristes de gauche, des sortes de post-staliniens teintés d'un vernis alternatif. Ce ne serait pas gagné mais l'avancée serait énorme.

7 Réception du discours de l'extrême droite et consentement

Jusqu'ici, nous nous sommes intéressés aux émetteurs du discours d'extrême droite et à ce que ce discours impliquait en termes de présupposés et de perspectives d'action. A présent nous allons nous intéresser à la réception de ce discours. Pour cela, il est d'abord nécessaire de faire un détour par les bases élémentaires des théories du langage et de la communication. Les termes énoncés sont généralement investis par celui qui les énonce d'un ensemble de conceptions particulières se rapportant à une certaine idéologie, mais aussi à une manière d'envisager un certain nombre de réalités concrètes, surtout lorsqu'il s'agit de politique. Cependant, dans la médiation, les concepts sont pour ainsi dire vidés de leurs sens, ce ne sont que des fétiches. Ils le sont parce que, en fonction du processus de construction de la pensée de chaque personne, ils peuvent prendre des sens très différents. Ainsi, nous ne comprenons pas la même chose lorsque l'on va parler de république, de démocratie, de liberté, d'autonomie, de solidarité, etc. La liberté peut être le fait de jouer le jeu de la concurrence économique ou bien le fait de vivre sans se plier à cette contrainte, elle peut être le fait de travailler plus pour gagner plus ou de travailler moins sans perdre quoi que ce soit, elle peut concerner la pensée, les mœurs, l'économie, l'écologie. Il n'existe pas de consensus prédéfini sur l'objet et l'implication du concept, c'est en ce sens que dans la médiation, il est à la fois vide de sens, mais aussi terrain de confrontation pour en définir le sens. Cependant, cette seconde étape nécessite, d'abord, de reconnaître que nous n'entendons pas la même chose lorsque l'on parle, par exemple, de liberté. Ignorer ce fait implique la projection de sa propre subjectivité sur le discours des autres, la non prise en compte de la spécificité de l'expérience de celui qui parle, tout autant que celle de celui qui écoute. User de cette incertitude, de cette confusion autour du concept constitue une attitude caractéristique du discours politicien. Ce procédé implique la possibilité de manipulation (cependant relative et temporaire) de l'opinion. Il s'agit ainsi d'un procédé très fréquent utilisé par l'extrême droite. Les concepts de nation, de république, de France, de liberté, de social, de solidarité, ou encore les discours sur la démondialisation, la critique du capitalisme ou la technocratie, sont énoncés à partir d'une position particulière, et ne correspondent pas nécessairement aux attentes de celui qui, en les entendant, y perçoit l'espoir que ses désirs puissent se réaliser. De cette manière, l'extrême droite (tout comme les autres politiciens) parvient à produire une forme de consentement lui permettant de gagner une légitimité à exercer le pouvoir. Cependant, il ne faut pas s'y tromper, ce consentement ne signifie pas une adhésion idéologique totale envers un projet de société. On touche ici à la grande limite d'une politique de partis proposant chacun une sorte de « politique totale » et cristallisée, qui s'oppose à la multiplicité des compositions de points de vue existant dans la société. L'adhésion n'est donc jamais totale, mais davantage soumise aux aspirations qualitativement et intensivement variables d'une personne. Elle se détermine en fonction de l'histoire personnelle, des événements récemment survenus, de préoccupations et d'intérêts ponctuels d'une personne, de ce à quoi elle va, à un moment donné, accorder plus ou moins d'importance. Le consentement envers le nazisme n'a jamais été le seul fait d'adhérer à la volonté de créer une race supérieure et glorieuse, de se lancer dans une politique de conquête, d'élimination et de soumission des autres races. Tout ceci n'était que du folklore afin de construire une avant-garde radicale prête à tout pour prendre le pouvoir. Le consentement au nazisme, c'était aussi le fait du fonctionnaire ou petit commerçant allemand subissant la crise et heureux de récupérer la place laissée vacante par son homologue juif récemment renvoyé ou exproprié. L'extrême droite actuelle table sur le même type de phénomène, elle tente de gagner l'adhésion de l'ouvrier désabusé du PC risquant le licenciement pour cause de délocalisation, de la famille bien sage vivant en banlieue et ayant peur de la victimisation, du petit paysan victime de l'agriculture intensive et sceptique vis-à-vis des bobos écologistes, de la femme qui a peur de sortir de chez elle à cause du violeur exhibitionniste, qui a peur pour ses enfants à cause du pédophile qui traîne à la sortie des écoles, du jeune révolté trouvant la politique ringarde et inefficace, et ainsi de suite. Que les jeunes soient athées, aiment le rock'n'roll, le porno, les tags et les kebabs, que les familles soient friandes d'Hollywood et de produits high-tech fabriqués en Chine et de la malbouffe, que les paysans soient braconniers, que les ouvriers soient par ailleurs autogestionnaires et anti-bourgeois, etc. n'importe pas

par ailleurs. Ce qui compte pour l'extrême droite, c'est de brasser le plus large possible afin de prendre le pouvoir et de mener son programme de fond. Pour cela, elle n'a donc pas besoin d'une adhésion idéologique totale, mais seulement d'un consentement partiel et ponctuel.

8 Le sexisme et l'homophobie

L'extrême droite est composée de courants et produits des discours très divers dont certains apparaissent antisexistes. L'exemple le plus flagrant étant le discours de soutien de Marine Le Pen envers Nafissatou Diallo, contre un DSK représentant les penchants les plus atroces et les plus répugnants de la domination masculine. L'extrême droite n'en reste pas moins, pour sa large majorité véritablement sexiste. La preuve en est que Marine Le Pen elle-même s'est illustrée en prenant la défense, au nom de la « liberté d'expression », d'un Eric Zemmour développant des positions racistes et sexistes, s'opposant aux mouvements revendiquant le rétablissement urgent des lois sur le harcèlement sexuel. De surcroît, ce sexisme ne concerne pas seulement le rôle des femmes, mais aussi celui des hommes. Il relève d'une forme d'essentialisation biologique des genres et des rôles sociaux. Il s'agit d'un sexisme qui tente d'apparaître sous un jour positif. Ainsi, on va défendre les femmes battues, les femmes qui auraient des problèmes au travail à cause de leur maternité, qui désireraient rester au foyer, les mères célibataires devant élever leurs enfants, les femmes agressées et violées. Mais, à aucun moment, on envisage que des hommes puissent être battus, élever leurs enfants seuls, désirer rester au foyer, se faire agresser ou violer, ou encore désirer également des congés parentaux pour s'occuper de leurs enfants. Il est considéré comme normal que l'homme soit fort, puisse se défendre seul, travaille pour nourrir la famille, il est supposé normal que la femme soit faible, ait besoin de protection, puisse ne pas travailler pour s'occuper des enfants. Ceci est d'une part biologiquement et anthropologiquement faux, et d'autre part, constitue également une restriction du champ de la liberté. Ne préférons nous pas, par exemple, que chacun des parents travaille moins et soit autant présent, attentif à leurs enfants ? L'homophobie est également une de ces composantes de la pensée traditionaliste et nationaliste de l'extrême droite, qui rejoint, dans une certaine mesure, celle du sexisme. Elle la rejoint parce que dans cette conception, la famille est une composante centrale de la nation. La famille traditionnelle est l'endroit où l'on apprend la répartition sexuée des rôles et le respect de l'autorité patriarcale. Elle est le lieu où naissent et grandissent les futurs patriotes. Ainsi, les arguments énoncés contre l'homosexualité sont dirigés vers le fait que sa finalité n'est pas la procréation. D'où le refus du mariage homosexuel, car, dans la logique traditionaliste, pourquoi des homosexuels auraient-ils la possibilité de se marier s'ils ne comptent pas procréer ? On oublie ainsi que les couples hétérosexuels ne comptent pas tous procréer, même lorsqu'ils se marient. On omet également la possibilité de la fécondation par assistance ou l'adoption. La raison est simple. Comment un enfant pourrait-il apprendre le rôle social correspondant à son sexe si les parents prennent alternativement le rôle de l'homme et de la femme ? L'homosexualité est ainsi tolérée, mais à condition qu'elle ne donne pas lieu à des situations analogues à celles de l'hétérosexualité. A croire que l'extrême droite ne craigne le développement d'une société gay et lesbienne qui marquerait la fin de l'humanité. Ceci relève pourtant de l'ineptie. D'une part, même si on assiste à un développement de la bisexualité, ceci n'implique pas que chaque sexe ne soit à l'avenir attiré l'un par l'autre, et, même si cela était le cas, il existe malgré tout des moyens de procréation qui n'impliquent pas un rapport direct entre l'homme et la femme. Enfin, la société évoluera sur le plan de la sexualité comme elle le voudra, et cela ne marquera pas nécessairement la fin de l'espèce.

9 Le choc des civilisations

L'usage par l'extrême droite de la thèse du « choc des civilisations » est caractéristique d'un hermétisme culturel totalement infondé et irrationnel en terme d'évolution au regard de l'Histoire. La civilisation européenne s'est constituée notamment grâce aux échanges avec les autres civilisations. Des civilisations arabes, nous avons appris sur la médecine et adopté le système numérique, des civilisations asiatiques, de nombreuses connaissances sur l'anatomie et les techniques thérapeutiques.

Nous avons également découvert de nombreux aliments, dont certains ne sont pas qu'exotiques et mangés de manière occasionnelle, mais font maintenant partie de notre quotidien. Mais, bien plus important, le rapport à d'autres cultures est une occasion de nous interroger sur nous-mêmes, nos manières de percevoir le monde, de trouver des réponses qui nous apparaissent insolubles à partir de nos prismes culturels. Les nationalistes, régionalistes, traditionalistes voudraient bénéficier des progrès des technosciences, ou des biens exotiques, mais ils ne voudraient surtout pas que leurs cadres de pensée et leurs modes de vie ne soient mis en cause. Ils craignent qu'à travers cela, nous soyons totalement assujettis à d'autres cultures, par exemple, la culture maghrébine ou asiatique. Cette peur est symptomatique d'une conception impérialiste des rapports interculturels. L'occident colonisateur et ethnocentriste, projette sur les autres cultures sa propre subjectivité, ses propres réflexes et catégories de pensée, et craint ainsi, dans une période de faiblesse, que les autres civilisations ne lui réservent le même sort. La xénophobie de l'extrême droite n'est donc que le reflet de son egophobie. En se fermant de cette manière aux autres cultures, la civilisation ne peut que mourir sur elle-même ou se lancer dans la conquête impérialiste. Mais dans les deux cas, la culture ne résiste jamais aux phénomènes d'évolution. Elle ne peut rester pure et intacte de toute éternité, d'autant plus qu'elle ne la jamais été. Ce phénomène est d'autant plus porteur d'espérance en ces temps de crise des rapports entre les Hommes et avec la Nature. Il se peut que nous trouvions des pistes de réponses à ces problèmes grâce à l'inspiration que pourrait nous apporter le contact avec les cultures Africaines, Sud-Américaines et Océaniques.

10 L'extrême droite et l'absolutisation de la technocratie

Nous avons précédemment expliqué que la novlangue se caractérise par la production d'énoncés anhistoriques, symboliquement neutre de valeurs et vides sur le plan affectif. La novlangue est le langage de la technocratie, de la croyance (ou du mensonge) selon laquelle la technicité pourrait se substituer à une réflexion éthico-politique au sein de la société qui mettrait en jeu nos valeurs et nos sentiments dans la définition de ce qui est juste, l'idée selon laquelle la réflexion éthico-politique constituerait un frein à la bonne marche du système. En réalité, derrière la novlangue technocratique se dissimule toujours les présupposés, les croyances et les intérêts des classes dominantes qui s'en servent. Ce type de langage permet ainsi de faire apparaître, par exemple, la fermeture des frontières comme une logique objectivement rationnelle en fonction de la saturation du « marché de l'emploi ». Or ce discours est limité. Dans cette logique instrumentale, ni les effets de la concurrence à toujours exclure des gens du processus de production, ni la répartition sociale du travail ne sont interrogées. Ne pas mettre en cause la logique économique, et prendre en compte les modifications sociales que cela suppose, mais trouver des solutions, parfois même parmi les plus inhumaines, afin de permettre aux acteurs économiques de capitaliser encore, constitue le trait le plus caractéristique d'une posture « de droite ». Ceci reflète exactement ce qu'est la logique des Sarkozy, Hortefeux, Besson, celle du Front National, et explique en partie le fait que les socio-libéraux du PS éprouvent des difficultés à ne pas y céder également. Le lien entre la raison instrumentale et les politiques xénophobes a été démontré depuis longtemps. Il s'agit du phénomène de « réification », de considération du vivant en tant que quantité de choses, dépossédées de ce qui les constitue qualitativement. Celui-ci s'exprime dans la négation de l'autre (et de soi) en tant qu'Homme. La « réification », sur le plan de la subjectivité, ne constitue pas une constante, mais un phénomène soumis à une forme de « variation continue ». Elle intervient dans les situations particulières faisant appel à la raison instrumentale. Or la raison instrumentale est le type de rationalité qui est mise en œuvre dans le cadre de dispositifs ou ce qui est déterminant pour le pouvoir, la domination, entre en jeu. C'est à cet instant que l'Humanité (le fait que l'autre aussi éprouve des sentiments, est porteur de valeur) est niée autant pour celui qui agit que pour celui qui subit l'action. Le manager capitaliste ni les salariés en tant que personnes qui sont elles aussi contraintes à travailler pour assurer leur survie, lorsqu'il les vire lors de plans de restructuration d'entreprise. Le fonctionnaire d'Etat nie le sans-papier en tant que personne, lorsqu'il participe directement ou non à son expulsion. Le nationaliste xénophobe nie l'étranger en tant que personne avec laquelle il pourrait partager du commun. C'est dans les dispositifs produits par le pouvoir que cette rationalité s'exprime sur le plan politique, et en premier lieu, dans le travail « fonctionnel », en tant qu'ensemble d'opérations formelles. Les fonctionnaires nazis n'étaient pas (tous) des monstres

inhumains, mais le dispositif travail (nécessité d'appliquer le règlement, méconnaissance de l'ensemble du processus, déresponsabilisation quant aux conséquences néfastes des finalités de l'action) contribuait à les placer dans une situation où l'instrumentalité prenait le pas sur la reconnaissance d'un commun avec l'autre. La logique technicienne entraîne la mise en veille temporaire du sentiment d'humanité. En ce sens, l'extrême droite, nationaliste, xénophobe, et tant hostile à la technocratie, représente paradoxalement ce qui est le plus en phase avec le cynisme de la logique technocrate vis-à-vis de l'Homme.

11 L'extrême droite et les théories du complot contemporaines

Le lien entre l'extrême droite et la majorité des théories du complot est en fait simple à saisir. Tout d'abord, il s'agit de diviser le monde en deux catégories d'hommes dans le monde : les bons et les méchants, les amis et les ennemis. Les bons sont purs mais opprimés, les méchants sont impurs et sont les oppresseurs. La figure de l'Ennemi consiste généralement en une communauté ethnique, religieuse ou spirituelle, ou simplement des groupes sociaux, généralement oligarchiques, qui conspire à organiser la misère et la domination des peuples à son propre profit. A cet Ennemi doit s'opposer le peuple, la nation, la république, qui aura pour mission de restaurer sa souveraineté sur le territoire. Il s'agit en outre d'une conception de la révolte et de la lutte sociale qui s'appuie bien souvent sur l'imaginaire de la révolution Française de 1789, ou Américaine de 1776, comme illustration de soulèvement contre une tyrannie oppressive. Cependant, les révolutions de 1776 et 1789 étaient des révolutions en ce sens qu'elles permettaient de concrétiser et d'amplifier un ensemble de changements sociaux émergents, face à une domination constituant un frein à ces changements. C'était des révolutions progressistes. La logique révolutionnaire développée par les théoriciens du complot en question et par l'extrême droite est tout l'inverse. Elle est réactionnaire et conservatrice. Elle ne cherche qu'à préserver ou restaurer un passé « mythique », idéalisé, et par ce moyen le pouvoir d'une petite élite déclassée. L'emploi du terme « peuple » est pour le moins ambigu et loin d'être neutre. On ne sait pas de qui il s'agit, sa posture sociale, les valeurs et les intérêts qu'il défend, les pratiques qu'il adopte et les moyens qu'il se donne. Ce terme fait bien plus écho au sein d'une structure affective au sein de laquelle a été incorporée dans la famille et à l'école l'amour d'une certaine conception de la république et de la démocratie. Il appelle à quelque chose de positif, de bon, de rassurant. Mais par absence de réflexion sur sa composition sociale et ses intérêts particuliers, on tombe dans la mystification d'une société unie, dans laquelle les rapports de pouvoir et les conflits sociaux latents sont passés sous silence au profit d'une unité métaphysique contre un ennemi venant d'ailleurs. C'est à partir de ce manichéisme que se développe la manipulation, la démagogie et le populisme des théoriciens du complot et de l'extrême droite. En effet, si les intérêts d'une très grande partie de la population divergent de ceux des élites économiques transnationales, ils ne convergent certainement pas non plus avec les aspirations à la domination politique, sociale, économique, culturelle des multimillionnaires lepen ou de leurs valets et chiens de garde petits bourgeois, ni ceux de gourous fortunés à l'ego en mal de pouvoir et de reconnaissance.

12 L'antifascisme

La question de l'antifascisme est en réalité plus complexe qu'un vulgaire tour de rhétorique, pouvant se résumer au fait que les libertaires désirant supprimer la liberté d'expression seraient en réalité des autoritaires répressifs crypto-staliniens (et milice du capital de surcroît aux yeux de ceux qui se targuent de défendre des postures progressistes) se donnant bonne conscience. L'extrême droite, en défendant la liberté d'expression, défend surtout sa propre liberté d'expression, notamment celle d'exprimer le fait d'abolir certaines libertés d'expression, ou libertés d'agir, ou encore d'exprimer des propos cyniques, voire négationnistes. Face à cela, certains intellectuels comme Chomsky estiment qu'il est nécessaire que ces propos soient exprimés, afin qu'ils soient apparents et puissent être ouvertement combattus par la contre argumentation. Ces penseurs nourrissent l'espoir qu'à travers la communication, la vérité historique et la raison philanthrope triompheront de la barbarie. Cependant,

en défendant l'idée (ou l'espoir ?) d'une nature humaine nécessairement bonne, ils sous-estiment ici la puissance de séduction du fascisme, de ses énoncés simples, de ses réponses faciles, de sa manière de s'appuyer sur la structure répressive de la société, de pénétrer la sensibilité, de s'inscrire dans des pensées et d'activer des comportements réflexes générés socialement au sein d'une société historiquement marquée par la répression. La discussion, l'argumentation, et donc l'expression des postures contradictoires constituent effectivement des étapes nécessaires dans la lutte contre le fascisme et les points de résurgence à travers lesquels il pourrait se reconstituer (nationalisme, traditionalisme, populisme, xénophobie, racisme). Cependant, le fascisme constitue une menace bien trop grande pour prendre le risque que ce phénomène n'existe de nouveau. Ainsi, d'autres intellectuels comme Marcuse plaident, contre la fausse tolérance accordée par le pouvoir politique aux postures « extrêmes » (éloignées du statu quo gauche/droite) dans l'accès à l'arène politique institutionnelle, allant nécessairement en défaveur de la gauche, pour une intolérance et une répression pure et simple du fascisme. La question du fascisme et de l'antifascisme ne se pose pas en termes de liberté d'expression en soi, sans s'interroger sur le bien fondé ou non de ce qu'exprime une position politique. L'antifascisme constitue en ce sens un garde fou, une garantie que l'horreur et la barbarie ne se reproduisent plus. L'argumentation est nécessaire en première instance, cependant, il est des situations où la discussion vire au débat, se transforme en une suite d'arguments sans fin ou aucun des interlocuteurs ne parvient à prendre l'ascendant sur l'autre, car ce qui détermine leur posture n'est pas la pertinence de l'argument, mais la sensibilité à l'égard du monde et des autres. Il est aussi des situations où le fascisme ne laisse pas d'autre choix que l'affrontement frontal. A ce moment, et en fonction des conséquences dramatiques d'une possible résurgence du fascisme, il devient nécessaire de le réprimer et de l'interdire (d'autant plus que les fascistes, une fois au pouvoir, ne s'embarrassent pas de la liberté d'expression pour faire taire leurs opposants). Il pourrait en être de même en ce qui concerne les tendances stalinistes de certaines postures de gauche, qui dans un sens, concernent largement la problématique anti-fasciste, en tant que lutte contre le « fascisme rouge ». A ce moment là, il convient, dans les discours de distinguer ce qui relève de la pure barbarie de ce qui relève du conflit social et politique.

13 Les partis d'extrême droite sont-ils Républicains ?

Pour déterminer si les partis d'extrême droite sont républicains, il est d'abord nécessaire de se demander ce qu'est être républicain. La première définition que l'on pourrait poser serait celle du respect et la défense des valeurs fondamentales de la république : la Liberté, l'Égalité, la Fraternité. Sur ce point, les valeurs fondamentales de l'extrême droite sont davantage celles de travail, de famille, de patrie. L'extrême droite est, de surcroît, plutôt favorable à une société fortement hiérarchisée (donc inégalitaire), dans laquelle s'exercerait un fort contrôle social (donc liberticide), de laquelle les personnes originaires de l'étranger seraient exclues (donc hostile à la solidarité avec les personnes du reste du monde).

Il est néanmoins difficile de qualifier l'extrême droite d'anti-républicaine, du fait de la pluralité des sens attribués au terme de République, mais aussi de liberté, d'égalité, de fraternité et de solidarité au cours de l'histoire. L'extrême droite est favorable à la liberté capitaliste, la liberté d'entreprendre, mais pas à la liberté de culte ou de mœurs. Elle est parfois favorable à l'égalité des droits, rarement à l'égalité des chances, mais totalement hostile à l'égalité de fait. Il existe de la solidarité et de la fraternité au sein de certaines conceptions d'extrême droite, mais elle se limite à la communauté nationale, de mœurs, de confession, et exclut tous ceux qui n'en font pas partie. En cela, elle peut, si elle y trouve un avantage, se justifier d'une certaine conception de la République.

La question qui se pose alors est celle de la légitimité des traditions républicaines : de quelle république se revendique-t-on ? S'agit-il de celle définie par la Révolution Française de 1789, de celle de la Commune de Paris de 1871, ou encore de celle de Thiers, de la III^{ème} République, de la République de Vichy ? Il est ainsi difficile de juger de la légitimité d'une organisation politique en fonction du critère d'appartenance, ou d'allégeance à la République. Le critère de l'allégeance à la République est un critère insuffisant pour juger l'extrême droite. Le critère de légitimité que nous pouvons poser est tout autre. Il s'agit en fait de celui du bien être et du bien vivre pour tous sans aucune discrimination. Une République serait ainsi « bonne » lorsqu'elle se revendique de cette

version du progrès social, et néfaste lorsqu'elle s'oppose aux mouvements qui revendiquent ce progrès social. Déterminer si l'extrême droite est républicaine ou non n'a que peu d'importance. Il importe davantage d'analyser et de juger l'extrême droite en fonction du progrès humain et social qu'elle pourrait apporter (on demande à voir !), ou, bien évidemment, entraver.

14 Anti-systèmes ?

L'extrême droite tente d'apparaître comme une posture contestataire et « anti-système ». Pour valider ou invalider cette affirmation, il est nécessaire de réfléchir à l'emploi que l'on fait de la notion de « système ». Qu'est ce que c'est que le « Système » ? Parlons nous toujours de la même chose quand on emploie ce terme ? En quoi parler de « Système », sans qualificatif pour définir plus précisément les réalités dont il est question, constitue-il une source de confusion, qui, a terme devient non pertinente ? Quand nous parlons de « Système », parlons nous des systèmes politiques, des systèmes économiques, sociaux, techniques ou idéologiques ?

Du point de vue du système technique, l'extrême droite, dans sa grande majorité, n'est pas anti-système. Elle est le plus souvent favorable à un développement technique à propos duquel elle ne produit aucune critique, si ce n'est quelques rares exceptions.

Elle n'est pas non plus anti-système si on la considère du point de vue idéologique. Au contraire, l'extrême droite incarne très bien l'idéologies dominante, en tout cas son versant inégalitaire, répressif, patriarcal et liberticide : méritocratie, valorisation de l'effort, logique de rendement et ardeur au travail, adhésion aux valeurs conformistes des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, essentialisation biologique de la répartition des rôles hommes/femmes, normativité rigide et impunité à l'égard des écarts à la norme, etc.

Au niveau du système économique, il s'agit davantage d'une critique des groupes dominants effectivement en place que d'une critique du système lui-même. Cette critique n'a pour but que de remplacer une élite en place par une élite d'extrême droite. Elle ne remet pas en cause l'accumulation capitaliste, l'économie marchande et la concurrence, ainsi que leurs effets désastreux. Au contraire, elle cherche à y devenir la force dominante, ce qui, dans le meilleur des cas, déplacerait la misère, sans pour autant l'abolir.

L'extrême droite n'est pas plus anti-technocrate. Elle compte dans ses rangs une petite ribambelle d'experts chargés de produire des analyses et des discours pseudo-scientifiques pour tenter de donner de la légitimité au discours, faire croire qu'il s'agit d'une vérité objective. Le meilleur exemple de cette tendance, actuellement, est le discours de F.Philippot. Il s'agit un ramassis d'analyses techniciennes ayant pour but de démontrer que la bonne logique, la rationalité, le bon sens technique, est du côté du FN.

Enfin, au niveau du système politique, l'extrême droite se divise entre une fraction de plus en plus intégrée (dont la figure de proue est le FN), acceptant ses règles de fonctionnement et tentant de se justifier à sa manière de ses valeurs fondamentales, et un certain nombre de petites organisations à la marge, refusant ses valeurs et ses règles, et favorables une autre forme de régime (dictature, monarchie).

Le fait que l'extrême droite (en particulier le FN) soit qualifiée d'« anti-système » joue pour elle. Le label « anti-système » constitue en effet un puissant outil de communication qui lui est favorable pour tenter de capter quotidiennement la colère, le ras le bol ou le désespoir d'un public contestataire réduit à l'impuissance.

Mais au final, l'extrême droite n'est pas plus anti-système que les autres groupements politiques qui pensent qu'il faut gérer les affaires autrement. Elle bien moins anti-système que les écologistes qui s'opposent à la croissance, au gaspillage constant, à l'obsolescence programmée, aux modèles énergétiques non renouvelables et dangereux, à l'usage de pesticides, à la production d'organismes génétiquement modifiés, à la consommation excessive de viande ; ou que les sociaux démocrates qui remettent en cause la répartition des richesses et revendiquant une moralisation de l'économie capitaliste. Le véritable discours anti-système est, quant à lui, du côté des courants issus du socialisme révolutionnaire prenant en compte la critique écologiste.

LES POINTS DE CONVERGENCE ENTRE LE FASCISME ET LE STALINISME :

UNE REFLEXION SUR LE DISCOURS « NI DE DROITE, NI DE GAUCHE » TENU PAR L'EXTRÊME DROITE

Certains fascistes s'inspirent aujourd'hui de l'URSS, du Stalinisme, se revendiquent d'une « gauche du travail », éprouvent une certaine nostalgie de la vieille gauche, du mouvement ouvrier, dont ils tentent de se revendiquer comme les héritiers, hésitent par exemple entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ! Alain Soral, le leader charismatique d'Égalité&Réconciliation, constitue la figure la plus flagrante de cette tentative d'appropriation et de brouillage des repères au niveau de la distribution des identités politiques. Mais comment cette appropriation s'opère-t-elle ? S'inscrit-elle dans une démarche de métissage extrême gauche/extrême droite, ou n'est-elle qu'une forme d'opportunisme déguisé, permettant d'attirer dans les rangs du fascisme les déçus et les laissés pour compte du mouvement ouvrier ? Si la réponse à cette dernière question est évidente, elle ne nous donne que peu d'indications sur le mode d'appropriation du Stalinisme par le fascisme. Si l'on peut déceler une appropriation, par l'extrême droite, de certains contenus ou slogans issus de la gauche, nous pensons cependant que cette possibilité de se référer, voire de s'identifier, à la fois au fascisme et au Stalinisme, n'est pas anodine, que les articulations possibles entre ces conceptions politiques de gauche et de droite sont liées à la structure interne du Stalinisme. La question que nous nous poserons sera donc la suivante : Qu'est-ce qui, dans la structure interne du Stalinisme permet au fascisme de s'en emparer, sans pour autant altérer en quoi que ce soit sa base idéologique ?

Dire que le l'URSS de Staline, l'Allemagne d'Hitler ou l'Italie de Mussolini étaient des régimes totalitaires, pratiquaient un contrôle et un embrigadement idéologique forcé, avaient mis en place des camps de travail forcé, et généré des millions de morts, relève de l'évidence mais n'apportera rien en terme de compréhension. Ceci n'aidera pas au décryptage des éléments et à la structuration internes de ces idéologies, dont l'autorité, l'embrigadement, la répression violente, et les camps, constituent les effets émergents.

1 Hiérarchie, domination charismatique, exigences disciplinaires et sacrificielles

Pour analyser ces idéologies, nous commencerons par les critères les plus évidents. Tout d'abord, ces mouvements ont en commun de fonctionner à partir d'une structuration fortement hiérarchisée à la tête de laquelle se trouve un leader charismatique. La règle d'or du bon fonctionnement des groupes humains organisés, dans les conceptions autoritaires, réside dans une logique militaire, disciplinaire et sacrificielle.

2 La société pensée comme un tout organique

La totalité sociale (le parti, l'entreprise, la société civile), est envisagée comme un organisme, un tout cohérent et harmonieux. Le conflit n'est pas envisagé comme dynamisant et constructif, mais comme néfaste, improductif et pathologique. Les opposants de l'intérieur et de l'extérieur sont considérés comme des ennemis, des nuisibles, des virus attaquant l'organisme, et qu'il faudrait neutraliser, isoler, marginaliser voire éliminer.

3 Conception des rapports individu/système

Les conceptions fascistes et staliniennes se rejoignent encore dans la tendance à exiger le sacrifice de soi à travers la dévotion totale envers une société ou une collectivité, quand bien même celle-ci se révélerait injuste et insupportable. Le groupe dirigeant se revendique comme seul dépositaire de

l'« intelligence » politique nécessaire à la réalisation des objectifs transcendants, d'un idéal du bonheur. Cet idéal, auquel le groupe dirigeant est censé conduire, est ainsi constamment repoussé, au nom de justifications structurelles, techniques et économiques. Il est demandé à la population de faire preuve de patience, de confiance, d'allégeance et de soumission. Toute contestation est considérée comme une forme de trahison et une tentative de déstabilisation de l'équilibre nécessaire à la réalisation du projet de transformation sociale. Les revendications de la population, en ce qui concerne l'amélioration immédiate de la qualité de l'existence, et exigeant ainsi la modification des priorités politiques déterminées par le groupe dirigeant, sont alors réprimées. Le groupe dirigeant considère par conséquent que, dans l'immédiat, la population doit tout au système, mais que celui-ci ne lui doit rien en retour. En corollaire, le groupe dirigeant fait la promotion d'une idéologie valorisant le dévouement, le sacrifice, l'effort, la logique de rendement et l'ardeur au travail. La pénibilité est niée et considérée comme une forme de faiblesse et de paresse. Le « bon » peuple, qui est alors mis en valeur par le régime, est celui qui se concentre sur sa tâche sans broncher, qui ne se plaint jamais de son sort, quelles que soient les difficultés et les souffrances qu'il endure. Il est celui qui sait rester à sa place, exécute les ordres et ne se mêle pas des affaires des autres. Il n'est ainsi considéré qu'en vertu de son travail, de la fonction qu'il remplit dans la société, et de la manière dont il remplit cette fonction. Il n'est pris en compte et estimé qu'en tant que pion du système, de rouage efficace de la machine.

4 L'idéologie du mérite comme justification des inégalités de fait

Les inégalités de fait, les privilèges accordés à la hiérarchie, sont justifiés par une idéologie méritocratique. En dépit des discours valorisant le travail manuel, les vieux métiers, ou le travail de la terre, qui sont monnaie courante de la propagande d'extrême droite (et l'étaient également en ce qui concerne le Stalinisme), et ne servent qu'à éloigner le peuple des centres de pouvoir ; les tâches intellectuelles, scientifiques, d'encadrement et de décision, sont davantage estimées que les tâches exécutives, qu'elles soient manuelles ou intellectuelles, du fait qu'elles impliquent des capacités « au-delà de la moyenne » des hommes. De ce fait, la contribution des intellectuels au régime est récompensée par des avantages matériels et sociaux. Cette conception du mérite est symboliquement orientée, d'une part parce que l'on valorise davantage les tâches intellectuelles, la réflexion, la créativité, ainsi que le pouvoir, la capacité de certaines personnes à soumettre d'autres hommes à leur volonté. De fait, on dévalorise les activités répétitives et physiquement éprouvantes. D'autre part parce que les récompenses attribuées aux personnes « méritantes », au-delà du prestige social et de la dispense d'une activité répétitive et/ou physiquement éprouvante, prennent la forme de privilèges, et se matérialisent dans des situations plus aisées que celles de la grande majorité des hommes. En outre, cette conception du mérite implique la négation des déterminismes sociaux, tout comme le potentiel intellectuel des exécutants, qui, du fait de la structure hyper spécialisée et hiérarchisée des sociétés embraquées dans la course à la puissance, sont cantonnés à des tâches très limitées, hypnotiques, ne laissant guère de place à la polyvalence et l'exercice de l'intelligence. Il est alors aisé pour une petite élite héritant d'une génération à l'autre des capitaux économiques, culturels, relationnels, de balayer la concurrence des classes populaires dans l'accès aux professions intellectuelles, de faire jouer les réseaux et les logiques de cooptation, et au final de s'installer au pouvoir de manière durable et d'en exclure la plus grande partie de la population.

5 Valorisation des structures pré-établies et domination traditionnelle

Les modèles de domination staliniens et fascistes avaient également en commun la valorisation de la famille traditionnelle. La famille était, tout comme l'ouvrier, considérée dans ses aspects fonctionnels et utilitaires. Il s'agissait de produire les bons petits patriotes, conformes aux attentes des dirigeants, pour servir la nation et ses idéaux transcendants. La valorisation ne se limitait cependant pas à la sphère du travail, ou de la famille, sans quoi elle n'aurait pas longtemps fait illusion. Les régimes accordaient beaucoup d'importance à d'autres aspects de la culture, comme les pratiques culinaires, le style vestimentaire, les coiffures, les danses et chants folkloriques, et déployaient

d'immenses efforts pour promouvoir leur idéologie. Tout était fait pour exalter les phénomènes d'identification et les sentiments d'appartenance à une communauté, dont le régime rappelait le prestige, la supériorité vis-à-vis des autres communautés.

6 Modernité technologique, cynisme anti-humaniste

Pour terminer, les régimes totalitaires de Staline et d'Hitler s'inscrivaient dans une conception particulière de la modernité. Il ne s'agissait pas de modernité sociale ou éthique. Sur ce plan, ces régimes étaient plutôt antimodernes. L'homme n'avait pas de consistance propre, il n'existait que pour servir sa patrie, sa nation, qui elle-même devait servir un idéal transcendant, qui n'était qu'un prétexte pour servir les intérêts et justifier les exactions d'une oligarchie mégalomane, prête à employer tous les moyens possibles pour parvenir à ses fins. Les valeurs humanistes et généreuses étaient niées au profit d'un rationalisme cru et machiavélique. La logique formelle y était poussée à son paroxysme. Il n'est donc pas anodin que ces régimes se soient lancés à corps perdu dans la modernisation technologique, qu'ils n'aient pas hésité une seconde à employer les techniques de contrôle idéologique et de manipulation psychologique, les techniques organisationnelles et stratégiques, productives et guerrières des civilisations répressives, du domaine militaire et de l'économie capitaliste. La rationalité formelle, lorsqu'elle est mise au premier plan, qu'elle est libérée de toute limite éthique, devient un puissant outil de domination et d'anéantissement, et se range ainsi dans le camp de l'antihumanisme. Il ne s'agit donc pas de dire que la raison formelle et stratégique était un moyen qui a été employé à de mauvaises fins. Ce type de rationalité, aveugle à toute autre logique que celle de l'efficacité, contient de fait en son sein un certain cynisme, et attire bien plus les sujets avides de domination que les sujets soucieux de liberté. Dès que l'on adopte cette rationalité pour atteindre un but particulier, que l'on en fait une obsession au point d'en oublier les impératifs de liberté, d'égalité, de dignité et de respect, la porte est grande ouverte aux pratiques d'exploitation, d'esclavage, de maltraitance, de persécution, de torture et d'extermination. C'est cette logique qui permet de dire et de penser qu'aujourd'hui, certains sont de trop, qu'ils n'ont pas leur place, qu'ils sont inutiles, voire nuisibles.

7 Conclusions sur l'appropriation des contenus de la gauche par le fascisme

Pour conclure, nous dirons que ce que les fascistes tentent de s'approprier dans la pensée de gauche, ce ne sont pas ses contenus progressistes et humanistes, ni ses perceptives de démythification et d'abolition des inégalités de classe. Ces contenus sont inassimilables pour l'extrême droite, si elle ne veut pas se trahir. Les contenus que l'extrême droite est en mesure de s'approprier, se sont bien davantage les éléments contenus dans la structure des régimes totalitaires et technobureaucratiques de l'ex-URSS. Ce sont d'abord ses tendances à réactiver et à s'appuyer sur les vieilles structures sociales, culturelles ou idéologiques. Ce sont ensuite ses tendances à faire de l'utopie (des perspectives de changements motrices de l'action sociale et révolutionnaire) une idéologie (une justification de l'exploitation et de la souffrance au nom de la réalisation d'un idéal que seul le régime soit en mesure d'assurer). Ce sont aussi ses tendances à se construire de manière fortement hiérarchisée, à la tête de laquelle se trouve un leader charismatique, autour duquel se développe un véritable culte de la personnalité. Ce sont encore ses tendances à penser la politique de manière technicienne, à faire passer les impératifs stratégiques qu'imposent les pseudo « nécessités objectives » avant les impératifs éthiques de liberté, d'égalité et de respect de l'intégrité. Ce sont enfin ses tendances antihumanistes, à considérer l'homme comme ne possédant aucune valeur en soi, comme une chose, un objet, un rouage, au service d'une entité mythique ou transcendante, ses tendances à ainsi légitimer la possibilité de faire subir à ceux à qui le pouvoir a ôté toute humanité les pires atrocités.

DE L'USAGE FALLACIEUX DE LA THESE DU LUMPENPROLETARIAT PAR LES FASCISTES !

La reprise des thèses marxistes semble constituer une mode parmi les courants « solidaristes » d'extrême droite (solidaires de quoi d'ailleurs ?). La dernière victime de cette honteuse récupération fut la thèse marxiste du « lumpenprolétariat » (littéralement : le prolétariat en haillons, c'est à dire le sous prolétariat non salarié).

1 Qu'est ce que le « Lumpenprolétariat » ?

Le « Lumpenprolétariat » selon Marx, constituait l'armée de réserve de la Bourgeoisie, du Capital. Les capitalistes peuvent avoir recours au « Lumpenprolétariat » comme armée de réserve, pour contrer la pression ouvrière sur l'amélioration des conditions de travail et de vie en général (hausse des salaires, couverture santé et maladie, allègement du temps de travail, etc.). Le « Lumpenprolétariat », une population totalement désœuvrée, serait prêt, pour survivre, à accepter n'importe quelles conditions de travail.

Les capitalistes ont ainsi la possibilité :

- De licencier les ouvriers les plus combattifs et de les remplacer par des sous prolétaires vulnérabilisés et donc plus soumis et serviles.
- D'affaiblir la combativité ouvrière en faisant planer la menace du licenciement.

2 La vision de Marx

Marx considérait le *Lumpenprolétariat* comme une catégorie de population objectivement (sur le plan matériel et économique, mais pas nécessairement subjectivement) ennemi de la lutte de classes, car faisant peser sur les travailleurs la menace des licenciements et par conséquent affaiblissant leur combativité, et le rapport de force des ouvriers contre le patronnant, du travail contre le capital. Il s'agissait d'une analyse strictement économique, c'est à dire ne prenant pas systématiquement en compte les questions d'appartenance ethnique ou religieuses.

3 La récupération opportuniste des courants « solidaristes » de l'extrême droite

Les courants « solidaristes » de l'extrême droite mobilisent la thèse marxiste du *Lumpenprolétariat* dans le cadre de la problématique de l'immigration. Ils ont par exemple utilisé certaines tentatives journalistiques tentant de discréditer Mélenchon, en confrontant son discours avec celui que tenait Georges Marchais dans les années 80, ou ce dernier se justifiait de la lutte contre l'immigration. Il est également intéressant de se rappeler des controverses liées aux politiques de certains hauts responsables du PCF, notamment Robert Hue, envers les foyers de travailleurs migrants. Le passé et les relents racistes et conservateurs du PCF sont bien connus, et depuis longtemps. L'antiracisme affirmé n'est qu'une évolution très récente de la direction de ce parti. Il faut ainsi se rappeler que le PCF est tout d'abord un parti issu du stalinisme, donc d'un courant antisémite (se rappeler des caricatures de Trotski) et fortement conservateur en ce qui concerne les mœurs (il n'y a qu'à songer à l'hostilité marquée par le PCF, mais aussi d'autres courants d'extrême gauche, envers les mouvements d'émancipation des années 60-70, qualifiés de contestation essentiellement petite-bourgeoise). Il est également intéressant de mettre ces positions réactionnaires avec les stratégies du PC Allemand des années 30, allant jusqu'à s'allier au parti Nazi pour combattre les socio-démocrates. De plus, le PCF est tombé en pleine désuétude depuis le renoncement à la lutte de classe

révolutionnaire dans les années 70, et le passage d'une stratégie d'implantation locale et de conquête du pouvoir insurrectionnelle, à une stratégie Eurocommuniste, d'entrée dans les organismes de pouvoir et de conquête du pouvoir par les urnes. La stratégie électorale impliquant l'adhésion par le vote la plus massive possible, elle constitue une porte ouverte à la démagogie la plus outrageuse. Ainsi, pour brasser le plus large possible, le PCF a pu sans complexes utiliser des contenus réactionnaires, chères à l'extrême droite.

Les « solidaristes » tentent d'utiliser l'exemple du PCF pour brouiller les cartes et tenter d'apparaître comme étant de gauche. Cependant, le PCF ou le stalinisme ne sont pas les meilleurs exemples de ce qu'est la gauche, et sont surtout l'exemple historique de l'échec de la voie autoritaire et conservatrice pour produire le communisme. Voudraient-ils donc reproduire cet échec historique ? Non, bien entendu ! Si la mobilisation de la thèse du *Lumpenprolétariat* reposait sur des critères exclusivement économiques, et avait pour objectif de renforcer la combativité des travailleurs et d'inverser le rapport de force qui opposait les ouvriers aux capitalistes, la mobilisation de cette thèse par l'extrême droite répond à une tout autre logique, une logique partiellement renversée. Elle n'a pas la lutte contre l'immigration pour moyen mais pour fin. Elle recherche une sorte de purification ethnique et culturelle (l'Europe chrétienne blanche), au service de laquelle elle use de tous les moyens possibles. Le *Lumpenprolétariat* chez les « solidaristes » n'est donc pas une catégorie principalement économique, mais une catégorie ethnique. Elle occulte le fait que les travailleurs étrangers ou d'origine étrangère peuvent se politiser et faire preuve de combativité (Même si le PCF, borné dans la perspective stérile et inefficace du socialisme dans un seul pays, a totalement raté l'occasion d'une politisation plus importante dans les usines et les cités), et que les chômeurs français ne sont pas nécessairement politisés et combattifs.

Ce qui différencie le PCF des « solidaristes », c'est que le PCF, s'il a renoncé à la perspective de lutte de classe révolutionnaire, n'a jamais cessé de reconnaître l'antagonisme de classe qui oppose les ouvriers aux capitalistes, tandis que les « solidaristes » sont fortement hostiles à la lutte de classe et à ses problématiques, allant de la revendication d'amélioration réelles des conditions de travail et de vie, à l'expropriation des classes possédantes et à la collectivisation des moyens de production. Pour les « solidaristes », la communauté nationale est une et indivisible, l'ouvrier et le propriétaire capitaliste font partie d'un tout, ils sont des partenaires qui ont un objectif commun : faire prospérer la nation, contre les autres nations. Par conséquent, lorsque l'on se retrouve dans la réalité, dans une société où les capitalistes ne pensent qu'à leur intérêt privé et où les travailleurs sont affaiblis et soumis, cette négation du conflit de classe entraîne nécessairement en conséquence une dégradation des conditions de travail et de vie du côté des travailleurs, et une accapARATION croissante des richesses, des territoires et des moyens de production du côté des capitalistes. Par conséquent, dans cette logique, immigration ou pas, les conditions de travail et de vie des travailleurs ne cesseront de se dégrader. La perspective de l'extrême droite « solidariste » constitue par conséquent une impasse.

LE PROGRAMME DU FN, UNE ARNAQUE ANTI-SOCIALE !

Encore une fois, à défaut d'un travail d'investigation sérieuse, les médias sont tombés dans le piège de l'événementiel, du sensationnel, du prêt à penser. Au lieu d'analyser les motivations des électeurs, et de les mettre en lien avec le programme réel du FN, journalistes et analystes se sont contentés de répéter un discours sur la crise et le déclin de la gauche que nous connaissons déjà par cœur. A aucun moment ils n'ont interrogé les électeurs sur la compréhension qu'ils avaient du programme du FN et des conséquences que sa mise en application impliquerait. Si ce travail avait été fait, on aurait remarqué que les électeurs du FN ne connaissent pas vraiment, et ne comprennent encore moins, le programme du Front National et ses conséquences au niveau national et international. Ces électeurs se sont véritablement fait arnaquer ! Il sont tombés à pied joint dans le piège de la démagogie la plus ouverte !

1 Le programme économique du FN : Réflexion sur les conséquences économiques et sociales d'une sortie de la zone Euro

Le FN s'appuie sur une critique assez juste des problèmes engendrés par le passage à l'Euro. Cependant, qu'a-t-il à proposer comme alternative ?

Le Front National propose un retour au Franc sur une base de $1\text{€}=1\text{F}$, ce qui veut dire que, dans l'immédiat, la situation resterait la même, le pouvoir d'achat des gens n'augmenterait pas. De plus, pour que les entreprises Françaises puissent s'en sortir dans le cadre d'une compétition internationale ou la France serait alors isolée de ses partenaires européens, le Front National propose une dévaluation de 25% de l'hypothétique nouveau Franc. Ce qui voudrait dire qu'à ce stade, $1\text{€}=0.75\text{F}$. Les exportations seraient alors moins chères, mais les produits importés deviendraient plus chers. Or la majorité des produits que nous consommons aujourd'hui sont des produits d'importation, directe (ils viennent de l'étranger) ou indirecte (ils sont assemblés en France, mais les composantes sont produites à l'étranger). Il en va de même pour la production industrielle.

Le « Produire Français » est une arnaque. La France ne possède pas les ressources et les matières premières pour avoir une production autonome. Par exemple, une auto en France, est produite à partir de matières premières que l'on ne trouve qu'à l'étranger, et de nombreuses pièces également produites à l'étranger. A court terme, les consommateurs verront le prix des produits du quotidien augmenter de 25% pour la production directement importée, et d'un pourcentage variable en fonction du nombre de pièces importées, pour les productions d'importation directe.

Il s'agit là clairement d'une politique d'austérité. Le coût de la vie va augmenter tandis que les salaires n'augmenteront pas. Ils n'augmenteront pas, car, pour augmenter, il faudrait que les entreprises, soumises de manière encore plus intense à la concurrence internationale, produisent massivement pour exporter massivement. Il faudrait, pour trouver des marchés où vendre la production, se mettre en concurrence avec des entreprises qui vendent à bas coût car la main d'œuvre sous payée. Il y a ainsi de grands risques que les salaires des Français diminuent tandis que le coût de la vie continue d'augmenter. Une sortie de l'Euro dans les conditions dans lesquelles l'envisage le FN serait donc dramatique pour les salariés.

De plus, une sortie de l'Euro serait perçue par les partenaires européens comme une forme de défiance. Il y a alors deux risques majeurs. Soit un risque que les marchés financiers s'affolent, et que l'Europe entière entre dans une phase de récession encore plus accrue, soit que la France se retrouve face à un blocus économique qui la mettrait dans de grosses difficultés en matière d'import/export. Encore une fois, les salariés verraient leurs revenus et leur pouvoir d'achat diminuer. Pour ne pas voir leur pouvoir d'achat diminuer, les salariés seraient contraints de travailler beaucoup plus, mais ils ne gagneraient pas plus que ce qu'ils gagnent aujourd'hui.

Pour conclure, L'étude des conséquences que provoquerait une sortie de l'Euro, selon les modalités envisagées par le FN, permet donc de comprendre que, loin de rendre la situation des salariés plus vivable, ce programme économique s'inscrit au contraire dans la continuité des politiques d'austérité menées actuellement au niveau européen. Il est prévisible que la mise en place de politiques

protectionnistes ne sera pas sans provoquer des réactions similaires au niveau de l'Europe, et même au niveau mondial. Ainsi, le prix des importations augmentera, tandis que le prix des exportations sera revu à la baisse. Nous assisteront à une augmentation des prix, une diminution du coût du travail et une diminution du pouvoir d'achat.

2 Le programme (anti-)social du FN

Ces mesures économiques s'accompagnent, dans le programme du FN, d'une véritable entreprise de casse sociale, notamment en ce qui concerne le code du travail et du syndicalisme. Le FN est favorable à la diminution des cotisations patronales, qui servent notamment à financer le système de santé et de protection sociale, qu'il considère comme des charges.

Il est aussi favorable à l'interdiction du droit de grève, et au remplacement des unités syndicales organisées nationalement par des syndicats organisés par branches. Il ne s'agit là qu'une pirouette sémantique pour parler de rétablissement des corporations ! Cette casse du syndicalisme, qui s'inscrit dans la lignée des politiques néolibérales en Europe, est lourde de conséquences. Elle donnera plus de pouvoir aux grosses centrales syndicales, celles des collaborateurs qui s'empressent de négocier des miettes avec les gouvernements et ne font que contribuer à la dégradation généralisée des conditions de travail. Ce sera le renforcement du carriérisme syndical corrompu, et la fin du syndicalisme combatif, du syndicalisme qui a pu arracher de véritables avancées sociales. Autre conséquence : les conditions de travail, le temps, les cadences, seront négociées par branches, et il sera impossible de faire appel à une solidarité interprofessionnelle des travailleurs.

Il se créera de véritables inégalités de conditions de vie entre les travailleurs des secteurs « productifs » et ceux des secteurs « improductifs », tout ceci allant dans le sens la précarisation des travailleurs. Ils seront soumis, seuls dans leurs secteurs d'activité, à des conditions de travail de plus en plus difficiles, un temps de travail plus important, des cadences plus intensives. Ils ne seront pas à l'abri des plans de licenciements massifs en cas de « manque de rentabilité » de leur secteur d'activité.

Il est aussi intéressant d'analyser les positions du FN en ce qui concerne la question des retraites. Avant le mouvement des grèves de 2010, le FN était favorable à un report de l'âge à la retraite à 65 ans, avec possibilité pour ceux qui le désirent de travailler davantage, et à une retraite allégée compensée par des compléments retraites par capitalisation. Ce qui signifie, d'une part, que les gens seront contraints de travailler au-delà de l'âge légal de la retraite pour avoir des conditions de vie décentes face à la montée des prix en période de récession. D'autre part, cela signifie que les plus âgés se retrouveront en concurrence avec une large partie de la jeunesse. On imposera aux plus âgés des rythmes qu'ils ne peuvent pas tenir. L'« assouplissement du code du travail » permettra de les licencier plus facilement s'ils ne sont pas capable de soutenir des cadences intensives. Pour les plus jeunes, ce sera l'entrée dans le monde du travail qui sera retardée, ainsi que leur âge de départ à la retraite.

Il est fort à parier que la révision du programme du FN sur la question des retraites ne s'inscrit que dans la logique d'une démagogie électorale. N'oublions pas que le FN était fort hostile au mouvement de grève de 2010 contre les retraites, et qualifiait les bloqueurs de raffineries de « terroristes » ou de « preneurs d'otages ». De plus, hormis le rabaissement de l'âge de départ légal de 65 à 60 ans, le programme du FN reste inchangé concernant la question du système des retraites. Le FN maintient sa volonté de développer le système par capitalisation, ainsi que la possibilité de travailler au-delà de l'âge de départ légal. Il préfère développer la concurrence intergénérationnelle à la solidarité intergénérationnelle.

3 Politique d'immigration : problèmes diplomatiques et risque économique

Le Front National estime que le nombre de chômeurs correspond au nombre d'étrangers en France. Par conséquent, la solution au problème de l'emploi en France résiderait dans le renvoi des étrangers dans leurs pays d'origine, et pour aller plus loin encore, dans la destitution de la nationalité de certaines personnes d'origine étrangère, ayant été régularisées, ou étant nées en France.

Ce type d'argument rationalise technicien est assez mal venu de la part d'un parti qui a si longtemps critiqué la technocratie. Le FN serait-il entrain de devenir ce qu'il a combattu à mesure qu'il s'approche du pouvoir ? Oui et non. Oui dans la mesure où sa structure discursive se modifie, devenant plus logicienne, reposant moins sur des valeurs. Non, car le FN est à la base un parti raciste, ou si l'on préfère xénophobe. Il n'a pas véritablement changé, mais a trouvé dans la structure logicienne du capitalisme technocratique en crise les arguments pour policer son discours et le faire apparaître comme relevant du bon sens. Dans ce cas, c'est ici sur ce plan, et non sur celui de la xénophobie culturelle, que nous mettrons en question le discours du FN.

La politique que prévoit le FN en matière d'immigration représente, sur de nombreux plans, une violation des « Droits de l'Homme », de la Constitution Française, et de nombreux traités internationaux. Le FN prévoit en effet de réduire le nombre d'entrées sur le territoire de 200 000 à 10 000. Il s'agit d'une mesure inapplicable. Parmi les 200 000 entrées, il y a 70 000 étudiants, 40 000 conjoints de Français, 25 000 personnes dans le cadre de regroupements familiaux. Le FN propose, entre autres, de supprimer les regroupements familiaux, et d'expulser les couples mixtes. Or ces mesures sont en contradiction directe avec les « Droits de l'Homme », les accords de Schengen, et vont à l'encontre de la constitution européenne sur les droits fondamentaux concernant la liberté de circulation des citoyens Européens. Si le FN décidait de mettre en application son programme, la France devrait faire face à de nombreuses sanctions juridiques, politiques et économiques de la part des autres pays européens et des organismes internationaux. Encore une fois, la France se retrouverait face à un blocus économique. Ce ne serait pas les riches, mais les travailleurs moyens et précaires, qui paieraient la facture au prix de leurs conditions de vie.

4 Programme militaire et sécuritaire du FN : vers une logique de guerre ?

Le pire est à envisager si l'on met en relation les politiques économiques et sociales du FN avec sa politique en matière de sécurité et d'armement. Pour résumer, le FN prévoyait dans son programme la généralisation de la vidéosurveillance, la reconstitution des effectifs de la police et de la gendarmerie, la présomption d'innocence pour les forces de l'ordre usant de la force dans l'exercice de leur fonction, le maintien de la capacité de dissuasion nucléaire de la France, la reconstitution des filières militaires de l'armement, l'augmentation du budget de la Défense nationale en vue de la modernisation des équipements, du renforcement de la flotte de guerre avec notamment la construction de second porte-avion, ainsi que l'organisation d'une garde nationale de 50 000 réservistes hommes et femmes, rapidement mobilisable, sur l'ensemble du territoire.

Mettons un peu en relation cette logique de renforcement policier et militaire avec la logique d'ensemble du programme que nous venons d'analyser. Nous avons précédemment analysé le fait que les politiques économiques et sociales du FN, la sortie de l'Euro, les mesures protectionnistes entre autre, allaient dans le sens d'une politique d'austérité, d'une baisse du pouvoir d'achat, du renforcement de la dureté des conditions de travail, de la concurrence interprofessionnelle et intergénérationnelle, de l'isolement des travailleurs par la destruction du syndicalisme et l'interdiction du droit de grève, la retraite par capitalisation, la possibilité de travailler après les 40 ou 42 annuités de cotisation, et la diminution de la protection sociale.

Tout ceci entraînera une crise économique et sociale encore plus profonde, et contribuera à rendre la population de plus vulnérable, malheureuse, désespérée et révoltée, prête à n'importe quoi pour que les choses changent. Le gouvernement FN, disposerait d'une force armée conséquente, n'aurait aucune difficulté à écraser toute potentialité révolte et de guerre civile. Il lui serait alors aisé d'obtenir le consentement de la population et de la mobiliser pour entrer dans une logique de guerre impérialiste et même de guerre tout court. Voilà qui nous ramène à la situation de certains pays d'Europe il y a quasiment un siècle !

LE FN, LA CLASSE POLITIQUE ET LES MEDIAS

1 Une honte journalistique et intellectuelle au service d'une politique antisociale et xénophobe !

Suite aux 18% réalisés par le FN au premier tour de l'élection présidentielle, on a beaucoup parlé de ce parti, et surtout de ses électeurs. Sarkozy n'a cessé d'afficher de plus en plus ouvertement durant sa campagne une ligne nationaliste et identitaire. Après avoir fait silence radio à propos du Front National depuis le début de sa campagne, Hollande a bien vite reculé sur les seules propositions progressistes de son programme (tels que le vote des étrangers aux élections locales, ou le mariage homosexuel). On constate que les aspirants au pouvoir sont prêts aux pires compromissions pour s'attirer les belles grâces d'une frange de la population de plus en plus acquise aux thèses nationalistes et xénophobes de l'extrême droite. Et que dire de l'activité des médias dans leur ensemble ? Depuis que le FN a fait ses 18%, les journalistes, les politologues et les sociologues, ne parlent que de cette population néo-FNiste, qui depuis quelques mois semble tout à coup se découvrir et se sentir le besoin d'affirmer une identité, une culture, qui perçoit dans la différence une menace d'invasion et d'anéantissement. Les politiciens, les médias et les intellectuels sont ils bêtes au point de ne pas être capable de comprendre qu'en donnant autant d'importance au vote FN, qu'en ne parlant que de ses électeurs, ils ne font que renforcer son discours, sa légitimité, sa puissance ?

2 Donner la parole aux sans-voix !

Dans toute cette histoire, il est absolument incroyable et scandaleux de remarquer que la minorité d'électeurs du FN soit devenue la préoccupation principale de la classe politicienne, jusqu'à quasiment nier l'existence du reste de la population. Plus scandaleux encore est la compromission des médias dans l'hégémonie du FN. Le travail journalistique, qui est censé rechercher une certaine objectivité, notamment en observant la réalité à partir de points de vue différents et contradictoires, et en tentant de proposer une synthèse qui serait à même de rendre compte de cette diversité de positions, à été bradé au profit de l'événementiel, du sensationnel, du spectaculaire marchand.

Personne, à aucun moment, n'a eu la présence d'esprit de se dire qu'il y avait des gens qui étaient directement concernés, visés, attaqués, menacés, par la montée du FN. Personne n'a jugé bon d'affirmer que ces gens comptaient dans la société, qu'ils avaient leur mot à dire. A travers l'instrumentalisation de l'histoire de la viande Hallal et l'affaire Mohamed Merah, c'est toute une partie de la société qui a été visée, conspuée. Ces affaires ont servi de prétexte au FN pour développer son argumentaire islamophobe, sur le thème de l'invasion barbare et la menace d'anéantissement culturel. On a assimilé l'ensemble des personnes issues de l'immigration et des personnes de confession musulmane à un cas particulier et exceptionnel que l'on a construit médiatiquement comme l'incarnation de la Barbarie.

La moindre des choses, à ce moment là, aurait été de donner la parole à ces communautés musulmanes, de leur permettre de parler de leur présence en France, de leur vécu, de leur relation aux autres cultures. Leur communauté étant mise en cause dans cette affaire, il aurait été bon qu'ils soient les premiers à être sollicités pour en parler.

Nous ne nous exprimerons donc pas à leur place. Nous ne nous leur attribuerons pas une parole qui n'est pas la leur. Nous dirons simplement que si nos sociétés étaient assez ouvertes, et nos journalistes assez intelligents pour permettre que ces échanges aient lieu, nous aurions peut-être évité toute cette résurgence de xénophobie et toute cette paranoïa sécuritaire. Nous aurions été capables de laisser le FN à la marge, de neutraliser sa montée en puissance. La xénophobie culturelle est un faux problème. Elle ne résoudra pas nos crises économiques et écologiques. A bas la xénophobie, le nationalisme et le patriotisme ! Vive la solidarité internationale, interethnique et interculturelle !

QUELLES REPONSES APPORTER A L'EXTREME DROITE ?

1 L'extrême droite ne peut être combattue à partir d'une posture « anti »

L'extrême droite ne pourra être combattue à partir d'une simple posture négative, de refus, une posture « anti- ». Si le préfixe « anti- », au-delà de toute absence de perspective et d'une incapacité à nommer et à affirmer ce que l'on souhaite, peut désigner la limite d'un espace de tolérance, au sein duquel se trouve une positivité, un « pro- », il n'en reste pas moins qu'il nous faudra définir ce « pro- », ce commun qui nous oppose radicalement, même de manière très floue, au fascisme.

Cette critique ne pourra être menée, devenir véritablement consistante et effective, qu'à partir du moment où elle s'interrogera sur le fondement de ce qui constitue les postures d'extrême droite et sur la manière dont ces postures s'articulent avec la dynamique sociale des sociétés capitalistes. Elle devra distinguer (1) ce qui relève de la dimension économique, ce qui fonde la différence gauche/droite, (2) ce qui relève du phénomène autoritaire, (3) ce qui relève des phénomènes de conservatisme culturel, d'ethnocentrisme et de xénophobie, (4) ce qui relève, enfin, de la structure des valeurs dominantes, dont le fascisme se fait souvent le défenseur.

Définir l'objet de la critique que l'on doit adresser à l'extrême droite constitue un véritable enjeu. Il pourrait en effet très bien devenir la source de possibles dissensions au sein d'une lutte qui place parfois côte à côte des libéraux humanistes, des sociaux libéraux, des communistes autoritaires et des anarchistes libertaires. La réponse ne sera pas nécessairement à trouver en première instance sur le plan d'une vérité philosophique. Elle se construira certainement davantage à partir d'une réflexion sociohistorique et anthropologique sur les processus constitutifs de la civilisation occidentale, sur les dynamiques sociales de ses modèles culturels et économiques, et sur l'articulation entre le capital et les phénomènes d'autorité.

2 De la critique de la réification à l'avènement de la reconnaissance

La théorie de la « réification », qui a été précédemment évoquée, semble constituer une des pistes permettant de saisir ce que pourrait être un des points de jonction possible entre l'accumulation du capital et le phénomène autoritaire. Réduire le monde à une quantité de choses qui nous sont étrangères, ne pas les comprendre, les craindre, et vouloir en devenir maître constitue un trait symptomatique de la culture occidentale, que l'on retrouve autant dans le fascisme que dans le stalinisme ou la logique capitaliste. La négation de l'être en tant qu'être et sa réduction à l'état de chose qu'il faudrait dominer ou détruire constituent aussi, au fond, une posture produisant un sentiment d'indignation. Ce sentiment constitue ainsi la principale raison qui pousse de nombreuses personnes à se mobiliser contre l'extrême droite, mais aussi contre le capitalisme ou encore jadis contre le stalinisme. Comme nous l'avons affirmé précédemment, cette lutte ne pourra aboutir que par l'affirmation d'une posture positive à partir de laquelle cette réalité pourrait être combattue et non simplement dénoncée ou repoussée. Si le refus de la négation de l'être en tant qu'être constitue véritablement ce que nous combattons et qui nous pousse à nous rencontrer, l'idée de « reconnaissance » de l'être en tant qu'être constituerait ainsi le point de départ d'une posture positive en mesure de s'opposer au cynisme et à la barbarie de nos sociétés. La politique et les actions de l'Homme ne seraient alors plus jugées à partir du seul critère de l'efficacité technique, mais en prenant en compte ce que ces actions impliquent pour l'existence de l'autre. Cette reconnaissance ne devra pas exister seulement au plan juridico-légal, mais devra se développer au cœur même des rapports sociaux. Si ce phénomène se développe à l'avenir, alors nous pourrions dire que nous aurons véritablement triomphé de l'extrême droite.

3 L'héritage progressiste comme point de départ de la critique

L'idée de Progrès Social (de Modernité Sociale) semble constituer un des points de départ à partir de laquelle il serait possible de développer une critique efficace de l'extrême droite. Tandis que l'art et les technologies se sont développés au-delà de l'imagination, l'organisation sociale et politique de la société n'a que très peu évolué. La république a échoué dans son objectif minimal, qui est d'assurer le bien être et la liberté de tous. La cause de cet échec n'est pourtant pas l'irréalisabilité de ce projet. Ce projet est réalisable pour peu que la volonté y soit. Mais elle n'y est pas. Elle n'y est pas du fait de l'organisation volontaire, de la part des élites politiques et économiques, de la mobilisation des volontés à s'inscrire dans d'autres objectifs, notamment la protection individualiste et la poursuite égoïste de l'enrichissement particulier dans le cadre de la concurrence économique. Pour autant, le souci de l'humain, de l'Homme, de la diversité des hommes et de leur bien être, est et reste ce qui fait le lien, sur le plan idéologique, de la morale, des valeurs, entre la gauche libertaire, la sociale démocratie et l'humanisme libéral. Elle est ce qui provoque l'indignation et le refus radical de l'extrême droite et permet la mobilisation des adversaires contre une alternative dont on sait pertinemment qu'elle n'est qu'imposture, et n'apportera que désastre et catastrophe.

4 D'une critique morale à critique matérialiste du progrès social

Il est néanmoins irréaliste de penser que l'on puisse en rester là. La montée de l'extrême droite s'inscrit dans un contexte de crise non seulement morale et symbolique, mais également matériel et social. La critique de l'extrême droite, du point de vue du progressisme, ne peut donc être conduite en se limitant au plan de la morale. Si elle devait se limiter à la condamnation morale, elle demeurerait inefficace, dans la mesure la montée en puissance actuelle de l'extrême droite correspond, dans un contexte économique, social et historique précis, celui du capitalisme néolibéral en crise, à une réaction de repli souverainiste et de rejet de ce système d'interdépendance économique qui impose la récession à ceux qui y participent. Cette réaction se traduit, à droite, par une volonté de rejet idéologique et pratique de la modernité sociale, jugée comme inefficace et contre-productive, et condamnée comme source de tous les maux. La critique matérialiste de gauche, quant à elle, distingue l'appropriation par les groupes dominants des valeurs progressistes de la pratique effective de ces groupes. Les valeurs progressistes, dans le discours des groupes dominants, répondent à une fonction de légitimation. Elles servent de justification, ou de couverture de bonne conscience à une domination de classe. Ils prétendent agir au nom du progrès social, mais leur action démontre leur intérêt de classe. Lutter contre l'accession de l'extrême droite implique donc de lutter contre l'appropriation des valeurs progressistes par les groupes dominants. Il s'agira de démontrer l'inefficacité de ces groupes à conduire un projet de progrès social.

Si, pour la Gauche, les valeurs humanistes se traduisent en conditions réelles d'existence, la lutte antifasciste doit par conséquent être menée en parallèle d'une lutte du côté des gens, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence, sur le plan matériel et social, sans laquelle elle n'a pas de sens. La riposte contre l'extrême droite va de paire avec une critique du néolibéralisme, et même du capitalisme tout court, une critique qui mette face à face les dangers réels qui nous menacent sur le plan matériel et le potentiel scientifique et social dont nous disposons pour les résoudre et produire une existence plus douce et sereine, plus adaptée à nos besoins et à ceux de la Nature.